

BEZANNES

54 rue René CASSIN

51430 BEZANNES

Tél : +336 75 59 28 90

Mél : pascal.hanin@bureauveritas.com

N° affaire : 16974749_1-8L20CZF

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : 52/ST DIZIER/ENTREE BASE 113

BA 113

52100 ST DIZIER

Destinataire :

PCO RAF CAN

Sébastien VALENTIN

80 rue du Sergent Blandan

CS 53864


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
24/07/2025	Rev0	Rédaction initiale	Pascal HANIN
24/09/2025	Rev1	Mise à jour	Pascal HANIN 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.3. Inspections Communes	8
2.4. PPSPS	8
2.4.1. Pénalités	9
2.5. Sous-traitance	9
2.5.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.5.2. Transmission du PGC	9
2.5.3. Obligation du sous-traitant	9
2.6. Intérimaires	9
2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.8. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.9. Protections individuelles	10
2.10. Modalité d'accueil des salariés	10
2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	13
3.2. Emprise de chantier	14
3.2.1. Clôture et portail	14
3.2.2. Accès	15
3.2.3. Circulations	15
3.2.4. Signalisation	15
3.2.5. Stationnements	15
3.2.6. Stockage	16
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	17
3.2.8. Cantonnements et entretien	19
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	20
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	20
3.3.2. Plan d'installation de chantier	21
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	21
4. MESURES DE COORDINATION SPS	23
4.1. Définition des risques particuliers	23
4.2. Analyse de risques	29
4.3. Co-activités et protections collectives	48
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	48
4.3.2. Déplacement de protection collective	51
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	51
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	52
4.4. Equipement de levage	52
4.4.1. Autorisation de survol	52
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	52
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	53

4.5.1. Approvisionnements et stockage	53
4.5.2. Travaux superposés	53
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	53
4.5.4. Protection contre le bruit	53
4.5.5. Protection contre l'incendie	53
4.5.6. Travaux en hauteur	54
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	54
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	56
4.6. Moyens communs	58
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	58
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	58
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	58
4.6.4. Protection des accès – Auvents	58
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	58
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	60
5.1. Stockages sur le chantier	60
5.2. Nettoyage	60
5.3. Enlèvement des déchets	60
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	60
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	61
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	61
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	62
6.1. Déclarations particulières	62
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	62
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	63
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	63
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	64
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	65
6.7. Cas particulier	65
7. ORGANISATION DES SECOURS	66
7.1. Téléphone de secours	66
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	66
7.3. Travail isolé	66
7.4. Procédure d'organisation des secours	66
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	67
7.6. Point de rencontre secours	67
7.7. Modèle de fiche de secours	68
ANNEXES AU P.G.C.	69

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- Dossier DCE transmis le 17/07/2025
- RRAAT incomplets
- DPAT manquant sur bâtiment 0085

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

La présente opération consiste en la réalisation du réaménagement de l'entrée base. Elle est réalisée au profit de la Base Aérienne 113 de St Dizier (52) – Aérodrome de St Dizier Robinson.

- Caractéristiques du site : Le site est une emprise militaire.
- Situation : Au sein de la base aérienne 113 - SAINT DIZIER (52)
- Particularités : Les travaux se déroulent dans une zone à accès restreint

L'opération est soumise à :

- Code du travail
- Réglementation pyrotechnique
- Réglementation thermique (tertiaire)

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : Appel d'offres

Mode de passation des marchés : Lots séparés

Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 4 mai 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 36

Phasage des travaux:

PHASE 1 :- Construction du bâtiment accueil
PHASE 2 :- Démolition du bâtiment accueil existant- Construction du poste de filtrage provisoire
PHASE 3A :- Démolition du poste de filtrage existant- Activation du poste de filtrage provisoire- Activation dévoiement route existante
PHASE 3B :- Construction du poste de filtrage et des voiries intérieures et extérieures
PHASE 4 :- Construction de la zone NEDEX du mur de protection et réfectoire des voiries extérieures

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : LOT 1 :
- 1 entreprise et sous-traitant éventuels
LOT 2 :
- 1 entreprise et sous-traitant éventuels

LOT 3 :

12 entreprises et sous-traitants éventuels

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 intervenants en pointe, en simultané

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	PCO RAF CAN	80 rue du Sergent Blandan CS 53864 54029 NANCY Cedex	sebastien.valentin@intradef.gouv.fr	Sébastien VALENTIN
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	54 rue René Cassin 51430 BEZANNES	06 75 59 28 90 pascal.hanin@bureauveritas.com	Pascal HANIN
Maîtrise d'œuvre	PMO RAF CAN	80 rue du Sergent Blandan CS 53864 54029 NANCY CEDEX	cedric1.demange@intradef.gouv.fr	Cédric DEMANGE

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.3. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.4. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.4.1. Pénalités

Suivant les pièces écrites du marché
Suivant Dispositions générales communes à tous les lots
Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.5. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.5.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.5.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.5.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.6. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.7. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.8. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.9. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.10. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,
Contrat d'intérim si pas de DUE,
Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.11. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Se référer au RRAAT BATIMENT 0083 = Pré-rapport, réalisé et rédigé le 24/10/2019 par BUREAU VERITAS - Ref. 7294736/S1.2.2.R => Document en annexe du présent PGC.

Se référer au RRAAT BATIMENT 0085 = Pré-rapport, réalisé et rédigé le 18/10/2019 par BUREAU VERITAS - Ref. 7294733/S2.2.2.R => Document en annexe du présent PGC.

*Se référer au RRAAT / HAP ENROBES, réalisé et rédigé le 16/10/2019 par BUREAU VERITAS - Ref. 7294738 – ENROBE + HAP - ZONE ENTREE CAMP – BA 112 – ST DIZIER
=> Document en annexe du présent PGC.*

Les Entreprises intervenant pour le Désamiantage et/ou à proximité (ou sur) les matériaux contenant de l'amiante devront faire réaliser les travaux par du personnel formé / habilité (sous-section en rapport), dont l'aptitude à réaliser les travaux et au port des EPI spécifiques est validé par la médecine du travail

Les modes opératoires et/ou plan de retrait devront être transmis pour avis, aux organismes de prévention et à l'inspection du travail au moins 30 jours avant intervention

La zone de travaux étant située à l'intérieur d'un site en exploitation, un confinement adapté sera mis en place jusqu'aux résultats favorables des mesures libératoires. Le Maître d'ouvrage procédera aux mesures de seconde restitution avant la réinvestigation des locaux par le personnel du site

DIAGNOSTIC INCOMPLET :

Néanmoins certaines parties d'ouvrages sur les 2 bâtiments (0083 et 0085) n'ont pas été accessibles lors de la visite = Matériaux non accessibles avant le démarrage des travaux

Des investigations complémentaires devront être réalisées sur les parties décrites ci-avant, avant les différentes étapes des travaux de démolition et/ou au fur et à mesure de leur libération

Lors de la procédure d'investigations complémentaires, il est nécessaire que les travaux dans les zones concernées soient arrêtés jusqu'aux résultats finaux et définitifs, et les accès aux locaux dans lesquels des matériaux amiantés sont suspectés ou non identifiés devront être neutralisés et accompagnés d'une signalisation spécifique

Les Entreprises intervenant pour le Désamiantage et/ou à proximité (ou sur) les matériaux contenant de l'amiante devront faire réaliser les travaux par du personnel formé / habilité (sous-section en rapport), dont l'aptitude à réaliser les travaux et au port des EPI spécifiques est validé par la médecine du travail

Les modes opératoires et/ou plan de retrait devront être transmis pour avis, aux organismes de prévention et à l'inspection du travail au moins 30 jours avant intervention

La zone de travaux étant située à l'intérieur d'un site en exploitation, un confinement adapté sera mis en place jusqu'aux résultats favorables des mesures libératoires. Le Maître d'ouvrage procédera aux mesures de seconde restitution avant la réinvestigation des locaux par le personnel du site

Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Absence de DPAT fourni pour la rédaction du présent PGC pour ce qui concerne le bâtiment 0085

Se référer au DPAT BATIMENT 0083 = réalisé et rédigé le 24/10/2019 par BUREAU VERITAS - Ref. 7294736 P => Document en annexe du présent PGC.

> Le diagnostic réalisé indique une valeur de concentration inférieure / supérieure à la VLEP en vigueur sur l'ouvrage

> Le niveau de risque d'exposition doit être estimé en fonction : des concentrations surfaciques mesurées dans un repérage plomb avant travaux / des techniques d'intervention prévues

Les entreprises devront évaluer les risques afin d'intégrer les contraintes financières et techniques relatives aux travaux. Cette évaluation permet également aux entreprises de rédiger leur PPSPS

> L'entreprise titulaire du déplombage transmet son mode opératoire aux organismes de prévention – Réalisation des travaux par personnel formé et habilité, reconnu apte par la médecine du travail, mise en

place de tous dispositifs conforme afin de supprimer le risque de contamination vers les zones ouvertes, gestion des déchets

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.2.2 - ACCES A LA ZONE

Les travaux se situent dans une zone réglementée dont l'accès se fait de la manière suivante :

Les équipes du titulaire du marché doivent se présenter à l'entrée base pour la récupération de badges d'accès.

Les travailleurs ont sur eux en permanence pièces d'identité, carte BTP, permis de conduire et documents afférant aux véhicules."

"DG.2.3. - DOCUMENTS A FOURNIR POUR ACCEDER A LA ZONE

Dès la notification du marché, le titulaire remplit et fournit les documents transmis par le maître d'œuvre ci-dessous :

-Fichier WORD – Liste des personnels civils d'entreprises susceptibles de pénétrer dans les enceintes militaires accompagné de cartes d'identité valides, le tout en version scannée,

-Fichiers WORD – Liste des véhicules civils d'entreprises susceptibles de pénétrer dans les enceintes militaires accompagné des assurances, cartes grises et contrôle technique, le tout en version scannée,

-Fichiers PDF nommé CPR – formulaire à renseigner pour chaque travailleur. Ce document est fourni au maître d'œuvre obligatoirement :

-En version informatique (non scannée),

-En version scannée avec la signature du travailleur.

L'ensemble de ces documents sont transmis au représentant du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre informe le titulaire du marché que la procédure de contrôle élémentaire a généralement une durée de trois (3) mois.

Aucun retard ne sera toléré de la part du maître d'œuvre."

"DG.3.2. - HORAIRES DE SERVICE

De 08h30 à 17h00 du lundi au jeudi et de 08h30 à 14h45 le vendredi.

DG.3.2.1. - DEMANDE DE TRAVAIL EN HEURES NON OUVREES

Il est possible de travailler en heures non ouvrées en demandant l'autorisation à la base.

Pour ce faire, transmettre au maître d'œuvre par e-mail :

-Noms, prénoms du personnel désigné

-Dates et heures souhaitées

Si acceptation par la base, une dérogation est transmise à l'entreprise concernée. Les travailleurs doivent impérativement être en possession de ce document à tout moment."

"DG.15.2. - TRAVAUX DANS UNE ENCEINTE MILITAIRE GARDEE

La base aérienne 133 est gardée par l'autorité militaire. Les entreprises doivent impérativement s'adapter aux horaires d'ouverture et de fermeture de la base. Néanmoins, l'entrepreneur reste responsable de l'enceinte de son chantier et des installations communes. Au terme de chaque journée, il doit assurer leurs fermetures et leur état de propreté."

- Le ou les accès(s) au chantier doit être représenté sur le PIC

Fourniture et mise en place des dispositifs suivants par l'entreprise titulaire du LOT 3 - GROS-OEUVRE

- Les accès au chantier devront être séparés physiquement du reste de l'ensemble des circulations voisines à l'opération du site et munis d'une signalisation efficace et précise, indiquant l'interdiction de pénétrer aux personnes étrangères aux travaux

Une signalisation devra être mise en place et adaptée à chaque phase pour l'indication efficace de l'accès au chantier, notamment pour ce qui concerne l'accès au chantier des livraisons

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

PHASE 1 :

- *Construction du bâtiment accueil*

> L'accès chantier s'effectue depuis le filtrage existant

PHASE 2 :

- *Démolition du bâtiment accueil existant*

- *Construction du poste de filtrage provisoire*

> L'accès chantier s'effectue depuis le filtrage existant

PHASE 3A :

- *Démolition du poste de filtrage existant*

- *Activation du poste de filtrage provisoire*

- *Activation dévoiement route existante*

> L'accès chantier s'effectue depuis l'extérieur du site

PHASE 3B :

- *Construction du poste de filtrage et des voiries intérieures et extérieures*

> L'accès chantier s'effectue depuis l'extérieur du site

PHASE 4 :

- *Construction de la zone NEDEX du mur de protection et réfectoir des voiries extérieures*

> L'accès chantier s'effectue depuis l'extérieur du site

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

DG.17.2.1. - CLOTURE POUR LA ZONE DE BARAQUEMENT ET DE DEPOTS

Le titulaire du lot 03 doit la mise en place de clôture type HERAS posée sur plots béton. Les panneaux sont liés entre eux par des menottes. L'ouverture/fermeture de la zone se fait par un moyen de fermeture type chaîne/cadenas.

DG.17.2.2. - CLOTURE POUR LA ZONE DE TRAVAUX

Le titulaire du lot 03 doit la mise en place de clôture type panneaux HERAS, posée sur plots béton. Les panneaux sont liés entre eux par des menottes. L'ouverture/fermeture de la zone se fait par un moyen de fermeture type chaîne/cadenas.

DG.17.3. - ZONES DE DEPOT

Les zones de dépôt mises à disposition aux entrepreneurs des lots 01, 02 et 03 sont parfaitement délimitées. Aucun stockage n'est toléré hors de ces zones réservées à cet effet.

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux

Si besoin, **les titulaires des lots 01 et 02** mettent en place des clôtures supplémentaires suivant ses besoins spécifiques.

- La clôture limitative du chantier doit être représentée sur le PIC (y compris les clôtures intérieures séparant les différentes zones)

Fourniture et pose de clôture en périphérie totale du chantier, adaptée au phasage pour les zones de stockage, de stationnements, de bennes à déchets et des cantonnements à la charge de **l'entreprise titulaire du LOT 3 - GROS-OEUVRE**

Les clôtures seront constituées de panneaux grillagés d'au moins 2,00m de hauteur, liés mécaniquement entre-eux et munis de portail(s) d'accès à maintenir fermé(s) systématiquement (cadenas + chaîne)

- Si les panneaux de clôture étaient déterminés "opaques", un dispositif de contreventement et d'ancrage devra être réalisé

Une signalisation réglementaire sera affichée sur les panneaux (port du casque obligatoire, chantier interdit au public,...)

L'entreprise désignée ci-avant assurera en permanence la protection des zones de chantier (Maintien en bon état et positionnement des clôtures) . Pour ce faire, elle fournira et installera en quantité suffisante des clôtures provisoires de chantier.

L'état des clôtures et portail sera vérifié régulièrement et remis en conformité immédiatement en cas de défaut, une veille sera instaurée pour les périodes non travaillées

Les palissades et clôtures extérieures seront réalisées avec des matériaux compatibles et adaptés, durables et résistants. Leur stabilité devra être en rapport avec leur exposition (Evénements climatiques, événements festifs et dégradations volontaires) et fera l'objet d'une épreuve de stabilité

3.2.2. Accès

A la charge de l'**entreprise titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE** :

- Les accès véhicules (VL / PL / Engins...) devront être dissociés du reste des circulations piétonnes
- Les circulations piétonnes devront être sécurisées par la création de voies spécifiques sécurisées, nivelées, balisée et signalées
- Un dispositif de sécurité devra identifier les personnes autorisées à accéder au chantier, et refuser / interdire l'accès aux personnes étrangères aux travaux.
- Une signalisation efficace devra être mise en œuvre afin de guider le personnel affecté aux travaux, livreurs et visiteurs, vers les zones concernées
- Les voies de circulation à créer devront être drainées et nivelées

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.2.3. Circulations

- L'ensemble des circulations internes au chantier doit être représenté sur le PIC
- L'ensemble des circulations intérieures au chantier (VL, PL, Engins, Piétons) devra être maintenu propre en permanence et exempt de boue
- **les entreprises titulaires des LOTS 01, 02 et 03 - DESAMIANPAGE / DEMOLITION / VRD / GROS-OEUVRE**, suivant phasage, assureront le nettoyage aussi fréquent que nécessaire, elle aura également la charge du nettoyage de la voie du site en sortie de zone de chantier
- **L'entreprise titulaire du LOT 02 - VRD** aura à sa charge la mise en place de dispositifs de franchissement au dessus des fouilles, dénivelés... Ces dispositifs devront être dimensionnés en rapport avec les charges circulables via le site, et seront parfaitement stables

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.2.4. Signalisation

- La signalisation dédiée à la circulation du chantier et l'identification des zones doivent être représentées sur le PIC

Suivant l'attribution, **l'entreprise titulaire du LOT 01 - DESAMIANPAGE / DEMOLITION** procède au repérage visuel sur le chantier de l'ensemble des produits et matériaux contenant de l'amiante et/ou du plomb. L'entreprise en charge de ce repérage transmet une méthodologie détaillée du principe de cette signalétique (code couleur, sigle, continuité sur réseaux). Si plusieurs entreprises interviennent simultanément sur le site pendant une longue période, le désamianteur doit fournir périodiquement et afficher le zoning des espaces traités et les cheminements adaptés.

les entreprises titulaires des LOTS 02 et 03 - VRD / GROS-OEUVRE procèdent à la mise en place de la signalisation de chantier aux abords des zones d'interventions

Elles auront la charge de :

- La fourniture et la mise en place de panneaux de signalisation adéquats (indication des zones de stationnement, de circulations vl / pl / engins / piétons, de bennes à déchets, de stockage, de déchargements, identification des zones, panneaux "stop" en sortie de chantier...)
- L'adaptation de la signalisation (accès, déviations, cheminements piétons sécurisés...) en fonction des phases de travaux
- Le marquage au sol provisoire (peinture jaune)

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.2.5. Stationnements

- La(es) zone(s) de stationnement du chantier doi(ven)t être représentée(s) sur le PIC

l'entreprise titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE, prendra compte des mesures suivantes pour l'implantation et la réalisation des zones de stationnements et de déchargements :

Le stationnement des véhicules affectés au chantier devra s'effectuer à l'intérieur de la zone de travaux

Le stationnement des véhicules affectés aux livraisons devra obligatoirement respecter les dispositions

suivantes :

- Stationnement des véhicules en marche-arrière
- Stationnement à l'écart de toutes circulations piétonnes
- Etre implanté à l'écart des postes de travail (survol des postes de travail interdit par les charges)
- Permettre des manœuvres aisées du PL (privilégier l'entrée et la sortie de la zone de travaux sans marche-arrière)
- Etre systématiquement accompagné d'un homme trafic dûment équipé et formé
- Etre implantée sur une surface stable, nivelée et drainée
- Etre équipé d'un cheminement piéton permettant l'accès à la base-vie de manière sécurisée, sans traverser la zone de stationnement (par exemple, longer la zone)
- Les emplacements devront être matérialisés au sol
- Le stationnement des véhicules affectés au chantier est interdit aux abords des zones de travaux et flux piétons
- Une zone pour le stationnement des engins / PL pour le ravitaillement en carburant sera créée afin de sécuriser les manœuvres à effectuer, à l'écart des circulations piétonnes.
- La zone sera éclairée sur l'ensemble de son emprise, conformément aux dispositions du code du travail

Si l'implantation de la zone de stationnement s'effectue sur l'emprise de la voie publique (y compris sur le parking existant), cette dernière devra être balisée et munie d'une signalisation spécifique et fonctionnelle. Une autorisation de voirie, ou arrêté de stationnement devra être obtenu au préalable auprès des services compétents de la municipalité concernée et/ou du site

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.2.6. Stockage

- La(es) zone(s) de stockage et de déchargement du chantier doi(ven)t être représentée(s) sur le PIC

Le stockage de matériels et matériaux devra s'effectuer à l'intérieur de la zone de travaux

Une zone dédiée au déchargement doit également être réalisée, afin de sécuriser les manœuvres. Cette zone devra être équipée d'un dispositif permettant aux opérateurs d'accéder aux remorques et d'évoluer dessus, de manière sécurisé (suppression du risque de chute de hauteur depuis les bennes, remorques et autres situations de travail en hauteur depuis le véhicule)

L'entreprise titulaire du LOT 01 - DESAMIANPAGE - DEMOLITION précise dans son PPSPS les zones de stockage "tampon" qu'elle entend utiliser pendant la durée du chantier. Ces zones sont condamnées, réglementairement signalées et exclusivement réservées à l'entreprise habilitée aux travaux en présence de matériaux amiantés.

L'entreprise titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE, prendra compte des mesures suivantes pour l'implantation et la réalisation des zones de stockage :

La zone de stockage devra obligatoirement respecter les dispositions suivantes :

- Les stockages seront non accessibles au public
- Réalisée à l'écart de toutes circulations piétonnes
- Observer une emprise suffisante pour les manœuvres de reprise
- Observer une emprise suffisante pour les manœuvres de déchargements à l'engin
- Être implanté à l'écart des postes de travail (survol des postes de travail interdit par les charges)
- Être balisé, sécurisé
- Être implantée sur une surface stable, nivelée et drainée
- La zone sera éclairée sur l'ensemble de son emprise, conformément aux dispositions du code du travail
- Aucun stockage, même temporaire ne devra être effectué en dehors de la zone close et indépendante du chantier

Aucun stockage de produit hydrocarbure sur les zones de travaux / une zone d'approvisionnement carburant sera établie pour l'alimentation des engins.

-La charge induite par le stockage du matériel et/ou des matériaux sur les planchers de l'échafaudage devra respecter scrupuleusement la charge maxi indiquée par le fabricant de l'échafaudage.

-Aucun matériel ni matériau ne doit être mis en appui sur les garde-corps et/ou éléments participant à la stabilité de l'échafaudage (dito sapine, escalier,...)

-Les éléments stockés sur les planchers de l'échafaudage ne devra en aucun cas dépasser la hauteur des rives sécurisées (hauteur de plinthe par exemple) : risque de chute d'élément en contrebas

- Les approvisionnements ne devront pas faire échec aux protections collectives

Le stockage du matériel et des matériaux dans les locaux en travaux doit être organisé et ne présenter

aucune gêne dans l'environnement des interventions des entreprises. Ce dernier, in situ, doit être réalisé au fur et à mesure des besoins et non pas par anticipation, uniquement et seulement en présence de l'entreprise concernée, à son départ, aucun élément ne doit rester, sauf entente préalable avec le Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage et C-SPS. Les zones de stockages intérieures et extérieures doivent obligatoirement être soumises à l'autorisation du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage et à l'approbation écrite du C-SPS. Les demandes sur le sujet doivent être formulées et transmises au moins 8 jours ouvrés en amont du besoin. Ces zones sont clairement reportées sur le PIC.

Stockage de matériaux dangereux :

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion. Les Fiches de Données Sécurité (F.D.S.) des produits utilisés seront annexés au PPSPS.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment fait l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le C-SPS. Ces zones apparaissent sur le plan d'installation de chantier.

Chaque entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

Stockage des gravats et des déchets ordinaires :

Chaque entreprise maintient en état de propreté ses zones de travail et effectue en conséquence les nettoyages quotidiens et évacue ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Les cartons sont pliés, les matériaux légers sont mis dans des sacs, les caisses en bois sont cassées, d'une façon générale, les emballages sont réduits au volume minimum possible.

Stockage des déchets dangereux :

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils sont évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fait l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

L'emploi de produits ne présentant pas de danger pour la sécurité et la santé du personnel est privilégié.

Les entreprises indiquent dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettent en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

- Les sources d'énergie et autres réseaux nécessaires aux travaux devront être repérés sur le PIC (armoires, coffrets, points d'eau...)

Voir art. 3.1 et :

(à la charge de l'**entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE**)

- Prévoir le nivellement et le drainage de l'ensemble des surfaces dédiées au stockage, aux stationnements, aux cheminements et voies internes au chantier par tous dispositifs efficaces et fonctionnels

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"Localisation et raccordements :

- *Les installations sont situées en dehors de la zone de chantier. La localisation est indiquée sur les plans fournis au marché*
- *Le raccordement électrique se fait depuis l'armoire de chantier existante sur zone.*
- *Raccordement en eau depuis l'attentes existante sur zone. Prévoir du calorifugeage et du cordon chauffant pour la période hivernale.*
- *Raccordement du réseau EU depuis le regard EU à proximité. Prévoir du calorifugeage et du cordon chauffant pour la période hivernale."*

- Points d'eau : (à la charge de l'**entreprise titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE**)

> Alimentation base-vie (dimensionnement en rapport avec la capacité du cantonnement)

> Eau de chantier : Au minimum 1 point d'eau, réparti de manière fonctionnelle

- Fourniture et pose de cordons chauffants de puissance appropriées pour la protection des canalisations AEP et EU en période hivernale

- Alimentation électrique : (à la charge de l'**entreprise titulaire du lot ELECTRICITE pour le LOT 03 - GROS-OEUVRE**)

- Raccordement au TGBT existant, comptage, armoire de chantier et coffrets de distribution

Les coffrets de chantier sont montés sur pieds, ou fixés et ils sont à double paroi et munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) type: "coup de poing".

Ces installations doivent être contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation. Les rapports de vérification et registres de sécurité sont à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien.

Obligation d'utiliser sur le chantier des rallonges électriques en état du type H07RN-F.

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

> Armoire de chantier suivant besoin des entreprises

> Coffrets électriques de chantier : au minimum 1 coffret tous les 50ml, dans chaque zones de travail (rappel réglementation : 25ml de rallonge électrique maximum des coffrets aux postes de travail)

> Eclairage des circulations (horizontales et verticales) niveau d'éclairage suivant dispositions du code du travail, intérieurs bâtiments et extérieurs (voies circulables, zones de stockage, stationnement, déchargement, base-vie, ...)

Niveaux d'éclairage :

- 40 lux pour les zones et voies de circulation,

- 120 lux pour les postes de travail.

- 200 lux pour les postes de travail permanents

Reste à la charge de chaque entreprise :

- L'éclairage de ses propres zones d'intervention

> Privilégier l'utilisation de phares à leds

Contrôles et mise en service des réseaux provisoires de chantier :

- Réalisation et diffusion d'un PV de conformité (réalisé par un organisme agréé) de l'ensemble des raccordements électriques du chantier

Consignations / mise sous tension des équipements définitifs :

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"Le Maître d'œuvre fait intervenir le Responsable des installations électriques de la base, l'Electricien de la base consigne le bâtiment concerné et établit le PV de consignation"

- Pas de mise sous tension des réseaux et équipements définitifs (totalité et/ou partiels) sans fixations et équipements de sécurité définitifs, PV de conformité, d'affichage et d'informations données au préalable au Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage aux entreprises et C-SPS

- Les consignations et déconsignations de réseaux doivent être effectuées AVANT le démarrage de tous travaux dans les emprises concernées, complétées par la mise en place de tous dispositifs interdisant toutes remises en fonctions accidentelles et/ou à l'insu du personnel intervenant

Risque de coupure de réseau électrique :

Les entreprises intégreront dans leur analyse de risque les dispositions à prendre en cas de coupure du réseau électrique pour maintenir la sécurité des intervenants (risque propre, importé et exporté que peut générer une telle situation), à intégrer au PPSPS

Franchissements :

En complément, l'entreprise responsable de l'installation de chantier devra à sa charge la mise en place d'une protection des câbles d'alimentation dans les espaces circulables et ouverts à la circulation, passe-câble, ponton ou autres, ainsi que remise en place et/ou changement des passe-câbles en cas de détérioration

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.17.6. - PROCES VERBAL DE CONFORMITE ELECTRIQUE"

Le titulaire du lot 03 doit l'intervention d'un bureau de contrôle agréé pour la vérification de la conformité électrique de ces installations de chantier. Il transmet au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS une copie

du procès-verbal de conformité électrique des installations de chantier.

DG.17.7. - CONSIGNATION ELECTRIQUE AVANT TRAVAUX

Avant tout travaux de dépose et de démolition, le titulaire du lot 03 est tenu de faire intervenir l'électricien pour l'identification et la consignation des circuits électriques présents dans la zone des travaux. L'électricien consigne les circuits à l'aide de cadenas prévus à cet effet. A l'issue, il rédige une attestation de consignation conforme à l'UTE 18 510. Le titulaire transmet cette attestation au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. "

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.2.8. Cantonnements et entretien

- La base-vie et son organisation (identification des locaux) devra être représentée sur le PIC, son implantation est à la charge de **l'entreprise titulaire du lot 03 - GROS-OEUVRE**, après entente avec le Maître d'ouvrage et le C-SPS lors de la réunion préalable au démarrage des travaux

La fourniture, la mise en place, les raccordements aux réseaux, le nettoyage (preuve de contrat d'entretien à fournir) et l'équipement des locaux ci-dessous sont à la charge de **l'entreprise titulaire du lot 03 - GROS-OEUVRE** :

Le chantier devra disposer de locaux conformes aux dispositions du code du travail et fermant à clés

Le réseau d'eau est hors gel.

Ces installations doivent répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.

La base-vie devra être constituée de :

LOCAUX SANITAIRES :

- Cellules WC (En nombre en rapport avec l'effectif prévisible du chantier) compris portes verrouillables, suivant les dimensions de la parcelle, ou le linéaire de chantier, un équipement devra être mis en place minimum tous les 150m, le personnel féminin devant disposer de cellules spécifiques uniquement dédiées à son usage.

- Lavabos (eau chaude, eau froide et miroirs)

- Dévidoirs de papier absorbant ou serviettes

- Prévoir une ou plusieurs cellules dédiées au personnel féminin et PMR

- Approvisionnement en consommables (savon, papier hygiénique...)

- Locaux chauffés / éclairés

LOCAUX VESTIAIRES :

- capacité en rapport avec l'effectif prévisible du chantier

- Prévoir entités dédiées au personnel féminin compris portes verrouillables

- Bancs

- Armoires verrouillables

- Locaux chauffés / éclairés

LOCAUX REFECTOIRES :

- capacité en rapport avec l'effectif prévisible du chantier

- Tables

- Chaises

- Évier avec point d'eau

- Frigo et réchauffe-plats

- Locaux chauffés / éclairés

- Extincteurs appropriés

LOCAUX SALLE DE REUNIONS / BUREAU DE CHANTIER :

- capacité en rapport avec l'effectif prévisible du chantier

- Tables

- Chaises

- Armoires ou étagères

- Locaux chauffés / éclairés

- Extincteurs appropriés

EQUIPEMENTS EXTERIEURS :

- Grilles "gratte-pieds" devant chaque bungalow

- Franchissements conformes devant chaque accès (hauteur de marche conforme)

- Lave-bottes à proximité des cantonnements

- Tableau d'affichage étanche (affichage réglementaire entreprises, informations des consignes d'urgences, coordonnées des SST, PIC...)
- Zones fumeurs et cendriers extérieurs

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"Localisation et raccordements :

- Les installations sont situées en dehors de la zone de chantier. La localisation est indiquée sur les plans fournis au marché
- Le raccordement électrique se fait depuis l'armoire de chantier existante sur zone.
- Raccordement en eau depuis l'attente existante sur zone. Prévoir du calorifugeage et du cordon chauffant pour la période hivernale.
- Raccordement du réseau EU depuis le regard EU à proximité. Prévoir du calorifugeage et du cordon chauffant pour la période hivernale."

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

- **Chaque entreprise** gère et évacue au fur et à mesure de leur production, les déchets dans l'emprise de ses zones de travaux
- **Les entreprises des LOTS 01 DEMOLITION, 02 VRD et 03 GROS-OEUVRE** assureront le nettoyage aussi fréquent que nécessaire des zones de travaux, elles auront également la charge du nettoyage de la voie du site en sortie de zone de chantier

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.17.4. - BENNES

Pour l'évacuation des gravois et la gestion des déchets, des bennes à bâche sont impérativement mises en place. A charge de chaque lot de gérer ses bennes.

ARTICLE DG.18. - GESTION DES GRAVATS ET DES DECHETS DE CHANTIER

Durant les travaux, l'entrepreneur doit évacuer les matériaux issus des démolitions et les déchets de chantier, à la décharge agréée de son choix et à ses frais.

La gestion de tous les déchets issus du chantier se fait de la façon suivante :

Mise en place et maintien pendant la durée du chantier, de bennes permettant un tri sélectif des matériaux :

- inertes non recyclables (déblais issus des terrassements, béton ...),
- non recyclables (matériaux issus des démolitions, plâtre, appareils sanitaires ...),
- recyclables (cartons, plastiques, métal ...),
- non recyclables incinérables (revêtements de sols, bois ...),
- spéciaux (résidus de peinture, pots de colle ...),
- fourniture d'une notice précisant le mode opératoire de démolition et d'élimination des déchets (indication des filières locales d'élimination et modes opératoires favorables à la valorisation),
- suivi des déchets par bordereaux d'élimination.

Aucun dépôt n'est toléré aux alentours des bâtiments, excepté en conteneurs ou bennes mobiles, enlevés régulièrement en fin de semaine.

A charge de chaque lot de gérer ses bennes.

ARTICLE DG.20. - NETTOYAGE DU CHANTIER

Le titulaire du marché s'assure de la bonne tenue et de la propreté du chantier. Chaque lot et section technique doit après chaque prestation, nettoyer sa zone de chantier. En fin de semaine, la propreté du chantier doit être irréprochable, aucun débris, déchets ou autre n'est toléré."

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le Coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

L'ensemble des accès, zones diverses (voir ci-dessus), organisation des circulations, cantonnements...devra être reporté sur le PIC, et tenu à jour à chaque modification, et/ou avancement du chantier

Le PIC prévisionnel est rédigé par la Maîtrise d'oeuvre.

La mise à jour du PIC est à la charge des entreprises suivantes :

PHASE 1 :

- **Entreprise titulaire du LOT 3 GROS-OEUVRE**

PHASE 2 :

- **Entreprise titulaire du LOT 3 GROS-OEUVRE**

PHASE 3 :

- **Entreprise titulaire du LOT 3 GROS-OEUVRE**

PHASE 4 :

- **Entreprise titulaire du LOT 3 GROS-OEUVRE**

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **DESAMANTAGE / DEMOLITION - VRD - GROS-OEUVRE** soumet à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **DESAMANTAGE / DEMOLITION - VRD - GROS-OEUVRE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Accès	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Circulations	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Signalisation	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Stationnement	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Stockage	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE / TCE	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Coffret électrique général	ELECTRICITE	GROS-OEUVRE / ELECTRICITE	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	GROS-OEUVRE / ELECTRICITE	Fin de chantier
Cantonnement	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE	Fin de chantier
Infirmier de chantier	so	so	so
Nettoyage hors cantonnement	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE / TCE	Fin de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
PIC	DESAMIANPAGE / DEMOLITION - VRD - GROS- OEUVRE	DESAMIANPAGE / DEMOLITION - VRD - GROS- OEUVRE	Fin de phases et fin de chantier
Protections collectives	TCE	TCE	Fin de chantier
Accès hauteur communs	GROS-OEUVRE	GROS-OEUVRE / COUVERTURE	Fin de chantier
Déchets - Gravats	DESAMIANPAGE / DEMOLITION / GROS- OEUVRE / TCE	DESAMIANPAGE / DEMOLITION / GROS- OEUVRE / TCE	Fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 COACTIVITE		Ensemble des Entreprises		<p>E-1 : PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION (Applicable par l'ensemble des intervenants – art. L.4121-1, L.4121-2 et L.4531-1 du Code du Travail) Eviter les risques Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités. Combattre les risques à la source. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.</p> <p>E-2 : PORT DES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (Applicable par l'ensemble des intervenants, y compris à l'encadrement, aux visiteurs, au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre) E-2.1 - Port obligatoire des EPI adaptés aux risques encourus, et au minima (visiteurs,</p>

				<p>superviseurs...): casque, lunettes, gants, chaussures de sécurité, vêtement haute visibilité</p> <p>E-3 : RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE SISES AU PGC, CR VIC ET PPSPS ET MODES OPERATOIRES ENTREPRISES</p> <p>E-3.1 - Les consignes de sécurité sont à respecter par l'ensemble des intervenants, chaque dérive ou non-conformité constatée(s) générant un danger grave imminent fera l'objet d'un arrêt de tâche. Une demande d'amélioration, de suppression du risque et une mise à jour du PPSPS (et/ou mode opératoire) sera formulée à (aux) (l') entreprise(s) concernée(s)</p> <p>E-3.2 - Chaque intervenant devra recevoir, de la part du Chef d'équipe, un accueil sécurité dès son arrivée sur le chantier</p> <p>E-3.3 - Des minutes (ou quart d'heure) sécurité doivent être organisées aussi fréquemment que nécessaire par les entreprises pour leur personnel de chantier, afin de mettre à jour les connaissances et informations sur la sécurité, l'hygiène et les conditions de travail, de chacun</p> <p>E-3.4 – Chaque entreprise devra mettre à jour son PPSPS, pour ce qui concerne, notamment, les risques importés / exportés complétés au fur et à mesure de l'évolution du chantier (cf PPSPS des autres lots et m à j PGC)</p> <p>E-4 : ORGANISATION CHANTIER</p> <p>E-4.1 - CLOTURE / ACCES / BALISAGE DES ZONES D'INTERVENTIONS :</p> <p>-> RISQUES DE PRESENCE DE PERSONNES ETRANGERES AU CHANTIER, RISQUES DE HEURTS, RISQUES DE CHUTES DE PLAIN-PIEDS, RISQUES DE CHUTES DE HAUTEUR, RISQUES D'ECRASEMENTS SOUS LES CHARGES, CONDITIONS DE TRAVAIL</p> <p>-Réalisation et entretien d'une clôture périphérique aux interventions, réputée étanche au passage, munie d'un portail de chantier maintenu fermé en permanence (clé, cadenas...)</p>
--	--	--	--	--

				<p>-Réalisation de cloisonnement étanche aux poussières (cas d'intervention en milieu occupé)</p> <p>-Présence du registre du personnel (à charge de chaque entreprise)</p> <p>-Mise en place d'un balisage systématique en périphérie des zones d'interventions, de levage, de manœuvres, y compris neutralisation des ouvertures et circulations donnant dans la zone concernée (à charge de chaque entreprise)</p> <p>E-4.2 - BASE VIE / CANTONNEMENTS :</p> <p>-> RISQUES SANITAIRES</p> <p>-Conditions d'hygiène et de travail des intervenants :</p> <p>-Présence de locaux sanitaires, réfectoires, vestiaires, chauffés, éclairés, équipés, propres et fonctionnels</p> <p>-Présence d'un bureau de chantier chauffé, éclairé, équipé, propre et fonctionnel</p> <p>-Nettoyage systématique et au minima quotidien des locaux base-vie</p> <p>-Locaux en nombre et taille suffisants en rapport avec l'effectif du chantier</p> <p>-Equipement intérieur (radiateurs, prises de courant, WC, menuiseries...) conforme</p> <p>-Conformité des installations électriques du chantier (Base-vie / Armoires et coffrets) à réaliser avant utilisation des équipements, réalisation et diffusion d'un PV de conformité des installations électriques (Réserves du PV de conformité à lever avant utilisation)</p> <p>E-4.3 - DISTRIBUTION ELECTRIQUE :</p> <p>-> RISQUES ELECTRIQUES / CONDITIONS DE TRAVAIL</p> <p>-Armoire(s) générale(s) conformes et vérifiée(s)</p> <p>-Coffrets électriques conformes et vérifiés en nombre et répartition adaptée aux interventions TCE</p> <p>E-4.4 - DISTRIBUTION EN EAU :</p> <p>-> RISQUES SANITAIRES</p> <p>-Point(s) d'eau pour les besoins travaux</p> <p>-Distribution eau potable en base-vie (ou, à défaut, approvisionnement en bouteilles à la charge de chaque entreprise)</p>
--	--	--	--	--

				<p>pour ses salariés)</p> <p>E-4.5 - ECLAIRAGE DE CHANTIER :</p> <p>-> RISQUES DE HEURTS, RISQUES DE CHUTES DE PLAIN-PIEDS, RISQUES DE CHUTES DE HAUTEUR, CONDITIONS DE TRAVAIL</p> <p>-Eclairage de l'ensemble des circulations intérieures, extérieures, horizontales et verticales</p> <p>-Eclairage des plateformes et zones dédiées (stockage, approvisionnements, stationnements, cantonnements, bennes à déchets...)</p> <p>-L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise</p> <p>E-4.6 - CIRCULATIONS DE CHANTIER :</p> <p>-> RISQUES DE HEURTS, RISQUES DE CHUTES DE PLAIN-PIEDS, RISQUES DE CHUTES DE HAUTEUR, RISQUES D'ECRASEMENTS SOUS LES CHARGES, CONDITIONS DE TRAVAIL</p> <p>-Circulations piétonnes implantées à l'écart des zones d'interventions, de stockage, de stationnements, de déchargements, de levage, de circulations VL, PL et d'engins</p> <p>-Circulations piétonnes implantées sur des cheminements balisés, propres, exempts de stockage, nivelés et drainés</p> <p>-Manœuvres à l'engin et/ou VL – PL, à réaliser systématiquement en présence d'un homme trafic dûment équipé (vêtements haute visibilité) et formé aux manœuvres</p> <p>E-4.7 - ZONES DEDIEES :</p> <p>-> RISQUES DE HEURTS, RISQUES DE CHUTES DE PLAIN-PIEDS, RISQUES DE CHUTES DE HAUTEUR, RISQUES D'ECRASEMENTS SOUS LES CHARGES, CONDITIONS DE TRAVAIL</p> <p>-Zone de stationnement des véhicules affectés au chantier balisée, organisée, sur plateforme nivelée et drainée munie d'une signalisation</p> <p>-Zone de stockage balisée, organisée, sur plateforme nivelée et drainée munie d'une</p>
--	--	--	--	---

				<p>signalisation</p> <p>-Zone de déchargement balisée, organisée et équipée (potence pour point d'ancrage,...), sur plateforme nivelée et drainée munie d'une signalisation</p> <p>-Zone de déchets balisée, organisée, sur plateforme nivelée et drainée munie d'une signalisation</p> <p>E-4.8 - MISE EN COMMUN DE MOYENS :</p> <p>-> RISQUES DE HEURTS, RISQUES DE CHUTES DE PLAIN-PIEDS, RISQUES DE CHUTES DE HAUTEUR, RISQUES D'ECRASEMENTS SOUS LES CHARGES, CONDITIONS DE TRAVAIL</p> <p>-SCALP : Sécurisation des Accès, Livraisons à Pied d'œuvre</p> <p>-METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et Accès en Hauteur</p> <p>-DOHL : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons</p> <p>-Favoriser la mutualisation d'équipements de levage (grue, monte-matériaux...) = protocole réalisé entre les différents intervenants concernés</p> <p>-Favoriser la mutualisation d'équipements d'élévation du personnel (échafaudages, tours d'accès,...) = protocole réalisé entre les différents intervenants concernés</p> <p>-Réalisation et accessibilité aux différents intervenants des zones de réception de matériaux aux différents niveaux</p> <p>E-4.9 - SECOURS SUR CHANTIER :</p> <p>-> RISQUES DE PERTE DE TEMPS AU SECOURS DES BLESSES / PRESERVATION DE LA SANTE DES INTERVENANTS</p> <p>-Présence obligatoire de personnel formé Sauveteur Secouriste du travail (SST) : 1 pour 10 et par zone de travail, repérés par un badge ou macaron, dont les coordonnées sont affichées en base-vie</p> <p>-Présence d'une trousse de secours propre à chaque entreprise, dont l'emplacement est connu par les intervenants</p> <p>-Création et identification de</p>
--	--	--	--	---

				<p>point(s) de rencontre pour les secours</p> <ul style="list-style-type: none"> -Création et identification et balisage d'un point de rassemblement -Présence d'une infirmerie de chantier (effectif >200 personnes) -Interventions en binôme au minimum -Ne jamais transporter un blessé par ses propres moyens <p>E-4.10 - CONSIGNES DE SECURITE :</p> <p>-> OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Participation à la Visite d'inspection commune préalable aux interventions obligatoire pour l'ensemble des entreprises (Titulaires et sous-traitants) -Rédaction et transmission au C-SPS d'un PPSPS de chaque entreprise (Titulaires et sous-traitants), préalablement aux interventions. Document à porter à la connaissance de l'ensemble du personnel. Les risques exportés et modes opératoires devront y être clairement renseignés. - Respect des dispositions du code du travail, des recommandations CNAMS, INRS, CARSAT, OPPBTP... - Présence d'un classeur sécurité à la charge de chaque entreprise (PPSPS, consignes...) -Présence du PGC au cantonnement -Accueil sécurité à réaliser pour tous les intervenants (à la charge de chaque entreprise) : connaissance et visa du PPSPS, ¼ d'heure sécurité, présence d'un encadrant de chaque entreprise à la Visite d'Inspection Commune -Interdiction de fumer dans les locaux et zones confinées et locaux communs - Alcool et drogues interdites sur les lieux de travail et notamment pour les conducteurs d'engins, véhicules, machines...
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - COACTIVITE

Ensemble des Entreprises

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>AR-1 • RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</p> <ul style="list-style-type: none"> - Toujours privilégier la mise en place de protection collective, en priorité sur les protections individuelles. En cas d'impossibilité technique (et uniquement dans ce cas, l'entreprise utilisera une protection individuelle après détail du mode opératoire, vérification des points d'ancrage, et utilisation de harnais et accessoires conforme et vérifié, par du personnel formé) - Défaut de port des EPI = Le port des EPI adaptés aux risques encourus est obligatoire en permanence, dès l'accès au chantier - Absence de protection collective ou mal positionnées, incomplète, inadaptée en bordure de fouilles, tranchée, réservation, au bord du vide, sur gaine technique, gaine d'ascenseur ou sur ouverture = balisage des fouilles + garde-corps / potelets et lisses adaptés, plinthes, si emploi de filets : une lisse haute rigide est obligatoire / Les blindages doivent dépasser d'au moins 1,00m du niveau du sol périphérique - En cas de balisage souple en périphérie d'une tranchée ou dénivelé = positionnement à 2,00m du bord : utilisation de rubalise interdite / Un balisage ne peut en rien constituer une protection collective ! - Défaut d'assemblage = Matériaux de constitution de protection collective, conformes et montage compatible, tous les éléments doivent être fixes (dispositifs adaptés) / Déformation des lisses : max. 1,5cm / 2,00m - Echelles non amarrées = échelle butée en pieds et fixée en tête) / échelle dépassant d'au moins 1,00m le niveau à atteindre - Echelles / Escabeaux utilisées comme poste de travail / comme moyen d'accès = échelles à arrimer / échelle utilisée en moyen d'accès ponctuel uniquement / Utiliser un échafaudage, une PIRL ou autre dispositif conforme et sécurisé pour le poste de travail ou moyen d'accès - Echelles / plates-formes pour circuler sur des matériaux fragiles = anticiper dès la conception à la mise en place aisée de matériaux fragiles, prévoir renforts pour les accès - Echafaudages non stabilisés / défaut d'ancrage / utilisation, montage, réception par 	<p>RI/E-1 : ZONES DE TRAVAUX / COACTIVITE</p> <ul style="list-style-type: none"> -> RISQUES DIVERS, CONDITIONS DE TRAVAIL, COACTIVITE, MECONNAISSANCE DES MODES OPERATOIRES – RISQUES IMPORTES / EXPORTES RI/E-1.1 - GENERALITES -Respect du balisage en place : ne franchir un balisage qu'après entente avec le Chef d'équipe de l'entreprise concernée (arrêt de la tâche en cours, prise de connaissance du cheminement exempt de risques) - Interdiction de pénétrer dans des zones confinées sans formation / habilitation spécifique et sans autorisation du Responsable de l'entreprise ayant mis en place le confinement -Interdiction de réaliser des travaux en poste superposé -Toujours ménager une distance de sécurité (cône de chute, envol de matériau...) par rapport à une activité voisine et/ou un ouvrage non sécurisé - Accès aux TGBT, Transformateurs et autres locaux techniques, uniquement réservé à du personnel formé / habilité, en rapport à l'environnement de travail - Toujours privilégier le travail sur des équipements électriques, mécaniques, fluides... consignés RI/E-1.2 - INTERVENTION SUR SITE EN ACTIVITE -Prise de connaissance et signature du PdP du site (Transmission du mode opératoire et analyse de risque par chaque entreprise) -Délimitation physique de la zone chantier (+ emprise éventuelle chute d'objets) -Balisage / séparation des flux

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>personnel non habilité / Equipement incomplet (plinthes, garde-corps, plancher non compatible avec la structure, non jointif ou non fixé, éléments vétustes ou déformés, surcharge, encombrement des circulations = procéder à la vérification journalière des échafaudages, de leurs fixations, de l'état général des garde-corps et plinthes / veiller à l'état des planchers et à la mise en place sur les échafaudages / veiller à l'utilisation adaptée de l'échafaudage, ne pas surcharger ni encombrer les planchers d'échafaudage / préparer le poste de travail en ne prenant que le matériel utile et nécessaire / Installation de l'échafaudage par Entreprise ou personnel habilité et formé / pose de la plaque signalétique de l'échafaudage en indiquant l'Entreprise utilisatrice / PV de réception à afficher et à mettre à jour / en cas de mutualisation, protocole de prêt à rédiger entre les différentes parties / Pas de PV affiché : utilisation interdite</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distance échafaudage / paroi > 0,20m = Echafaudage à positionner à moins de 20cm de la paroi / en cas d'impossibilité technique ; mise en place de lisses hautes, intermédiaire et plinthes côté paroi - Protections périphériques des plans de travail d'échafaudage non assurées = mise en place de garde-corps, de filets, de platelage au-dessus des circulations et ouvertures, balisage / neutralisation du périmètre du poste de travail en pied de l'échafaudage - Plates-formes, échafaudages ou passerelles non équipées de garde-corps, ni de plinthes = mise en place de garde-corps, lisses et plinthes et d'accès sécurisé - Méconnaissance des conditions d'emploi des filets de sécurité = information et mise en place de filets, de longues, de lignes de vie, port et utilisation du harnais de sécurité / Formation du personnel au matériel à utiliser - Dépose des filets de protection = Ne réaliser la dépose des filets de protection qu'après avis du Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre / C-SPS, et information relayée aux intervenants concernés - Absence de lisse rigide en partie haute des filets périphériques verticaux = Toutes les protections collectives constituées de filets, doivent être complétées par une lisse haute rigide, fixée fermement aux potelets - Ouvertures pour approvisionnement dans les protections collectives = Les ouvertures / 	<p>Piétons / VL-PL-Engins</p> <ul style="list-style-type: none"> -Balisage / séparation des flux VL / PL-engins -Accompagnement / guidage du véhicule ou de l'engin par personnel à pied, équipé d'un vêtement haute visibilité et - positionné à l'écart de la manœuvre, visible du conducteur du véhicule ou de l'engin -Signalisation / balisage réglementaires des zones de chantier <p>RI/E-2 : PPSPS -> RISQUES IMPORTES / EXPORTES RI/E-2.1 – GENERALITES -L'entreprise réalisant la visite d'inspection commune auprès du C-SPS, portera à la connaissance de ce dernier les risques qu'elle exporte lors de la réalisation de ses travaux, afin que ce dernier relaye ces informations à l'ensemble des intervenants. - Les entreprises prendront connaissance des risques exportés des autres entreprises et intervenants, pour intégration de ces derniers dans leur PPSPS (mise à jour à réaliser pendant la durée du chantier) en tant que risques importés, pour prise en compte et mise en place des mesures de préventions nécessaires à la sécurité et à la préservation de la santé de son personnel, ainsi qu'à l'adaptation, si nécessaire, des modes opératoires décrits au PPSPS. (Les Entreprises titulaires transmettent ces informations à leur sous-traitant pour intégration également) -Le PPSPS doit intégrer le matériel, les modes opératoires adaptés à la réalisation en sécurité des travaux à réaliser</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>réservations dans les garde-corps pour l'approvisionnement des matériaux doivent être constitués de dispositifs de type écluse, permettant d'assurer la protection antichute en permanence, lors des manœuvres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coffrages non équipés de plates-formes de travail = utilisation de coffrage équipé de plateforme sécurisées et mise en place des garde-corps - Réservations, trémies, cages d'escalier et d'ascenseur non protégées = mise en place de protection fixe / plaque de bois de couleur rouge, dont l'épaisseur est en rapport avec la longueur et la résistance du poids d'appuis d'un homme (flèche admissible conforme) et/ ou des charges à supporter (stockage, circulation d'engins...) - Chevêtres, lanterneaux ou autres éléments en hauteur non fixés = dépose des filets en sous-face après fixation définitive des éléments - Regards non protégés = Baliser systématiquement les regards « ouverts » ou dont le tampon n'est pas fixé mécaniquement / Mettre en place dès l'ouverture, une protection collective / Positionner et fixer dès que possible les tapons définitifs / Le regard doit être équipé d'un dispositif conforme d'accès en fond - Chute de personnel mettant en œuvre une protection collective > Protections collectives à mettre en place par du personnel en sécurité (depuis un plancher de travail stable et sécurisé, portant des EPI adaptés type harnais, longe, stop-chute arrimé sur un dispositif adéquat, depuis une nacelle,...) / Mode opératoire sécurisé à respecter - Accès non sécurisés sur les remorques PL / sur les stockages = Mettre en place un dispositif d'accès sécurisé / Equiper les zones de déchargement – chargement de dispositif de protection antichute (Couloir-garde-corps, à défaut : potence, ligne de vie...) - Franchissement de niveau non sécurisé = mettre en place un dispositif conforme stable et sécurisé (saut de loup,...) pour le franchissement d'éléments en élévation (relevés de structure, différence de niveau, noues, tranchée...) - Défaut d'entretien des protections collectives = L'entreprise titulaire et responsable de la mise en place d'une protection collective gère obligatoirement son entretien et inspection quotidienne (ou plus fréquent) jusqu'à la dépose 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Dépose / modification d'une protection collective = Interdiction totale de procéder à la modification ou à la dépose d'éléments constituant une protection collective. Seule l'entreprise responsable de sa mise en place et de son entretien est autorisée à le faire, après avis du Maître d'ouvrage et du C-SPS, et concertation pour mise en place d'une mesure compensatoire - Utilisation non conforme de nacelles = Engin conforme et à jour (VGP) / Utilisation, conduite par du personnel formé, habilité / Présence obligatoire d'une vigie au sol pendant toute la durée de l'utilisation (compris déplacements) / Circulation, position de travail depuis une surface plane, stable (en rapport avec la charge), drainée, dégagée, exempte d'encombrement, et dont les réservations aux abords sont munies de protections collectives adaptées <p>AR-2 • RISQUES DE CHUTE DE PLAIN-PIED</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès aux chantiers non aménagés = Les accès aux postes de travail et au chantier doivent être stables, nivelés et drainés / Les éléments de franchissement doivent être non glissants et fixes - Accès en pente glissante = prévoir des liteaux sur les accès en pente - Zones de circulation du personnel non signalées = signalisation et balisage des accès - Encombrement / obstacles de toute nature non signalés = organiser le chantier, la zone de travail / signaler les obstacles et les baliser / Faire longer les parois aux câbles des rallonges et autres canalisations provisoires - Chantier mal éclairé = optimiser l'éclairage des points particuliers (circulations, plateforme de stockage, postes de travail...) - Chantier, poste de travail constamment sales et encombrés = veiller à l'ordre sur le chantier, aux postes de travail et à la propreté des lieux <p>/ Collecte systématique des déchets et évacuation des gravats</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accès au poste de travail non aisé = procéder à une inspection journalière des lieux et des accès aux zones de travail - Aires de stockage du matériel et des matériaux non aménagées ni délimitées = organiser et gérer les différents stockages / Concertation entre les lots pour ne pas encombrer les zones de travaux des 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>différents corps d'état</p> <ul style="list-style-type: none"> - Circulations piétonnes non organisées, encombrées, non nivelées, non drainées = Définition et matérialisation des circulations piétonnes / drainage du cheminement / nivellement du parcours / signalisation des zones d'accès (bâtiments, stockage, base-vie, stationnements...) - Franchissement de niveau non sécurisé = mettre en place un dispositif conforme stable et sécurisé (saut de loup,...) pour le franchissement d'éléments en élévation (relevés de structure, différence de niveau, noues, tranchée...) - Réservations, regards, attentes non protégées = mise en place de protection fixe / plaque de bois de couleur rouge, dont l'épaisseur est en rapport avec la longueur et la résistance du poids d'appui d'un homme (flèche admissible conforme) et/ou des charges à supporter / Balisage des attentes, des regards non finis - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus <p>AR-3 • RISQUES DUS A LA MANUTENTION MANUELLE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de mesures d'organisation appropriées afin d'éviter les manutentions manuelles = adapter les moyens de manutention à la charge / Mutualisation des équipements de levage - Manutentions manuelles fréquentes par manque d'appareil de levage approprié = organiser les approvisionnements du chantier et adapter les moyens aux besoins - Manutentions entraînant régulièrement des courbures de colonne vertébrale et TMS= personnel à former ou à recycler - Mauvaise estimation des valeurs des charges déplacées = ne pas sous-estimer le poids des charges - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus <p>AR-4 • RISQUES DU A EFFONDREMENT, EBOULEMENT, CHUTE D'OBJETS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Absence de port de jugulaire du casque = porter systématiquement le casque avec sa jugulaire - Mauvais blindages et étaieement lors de 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>travaux de reprise ou démolition en sous-œuvre = talutage, étaieement ou blindage des fouilles</p> <ul style="list-style-type: none"> - Berge non aménagée le long des tranchées = respect des distances de stockage, de circulations et de stationnement près de fouilles - Dépassement insuffisant par rapport au sol des blindages des tranchées = prévoir des blindages adaptés à la situation / Ajout de garde-corps adaptés - Stabilité des talus non assurée en fonction de la nature des terrains = Adapter le matériel et sa mise en place - Coffrages, matériels et installations provisoires non stabilisés = Organiser et stabiliser et adapter le support et le matériel - Ouvrages non stabilisés au fur et à mesure de l'avancement de la pose ou démolition = Préparer le terrain par ajout de matériaux - Utilisation de matériel homogène et réglementaire (pas de montage « maison ») des équipements de protection (blindages, banches, tours d'étaieement...) - Tronçons ou éléments de canalisation à caler correctement (calage rapproché, calage « marteau », arrimage...) / Fixation correctes des charges ou objets - Absence de protection entre niveaux en cas de risques de chutes d'objets = mise en place de filets ou de dispositifs antichute - Fers en attente sur le chantier non protégés = croiser les fers en attentes ou les équipes de « cabochons » de protection - Chute de hauteur de matériaux / matériel / outillage = Mise en place de plinthes sur tous les échafaudages et plateformes de travail / Balisages de périmètres de sécurité en pieds des nacelles, des échafaudages et plateformes de travail / Ne pas stocker de matériaux, matériels ni outillage sur le dessus des murs, murets ni au bord des plateformes de travaux, des nacelles et échafaudages / arrimer efficacement avec du matériel conforme les matériaux, matériels, outillage lors des manœuvres, manipulations / Ne pas stocker de matériel, matériaux en position verticale - Effondrement de fouilles par circulation d'engin sur berge = baliser une zone d'interdiction d'approcher à moins de 3 m des fouilles et / ou en rapport avec les préconisations du rapport de sol - Bouteilles de gaz non stabilisées = Toutes les bouteilles de gaz (vides ou pleines) 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	doivent être maintenues dans des racks adaptés, ou munies de dispositifs de stabilisation et de protection des détenteurs / La position « couchée » ne constitue pas une mesure convenable de protection	
	<p>AR-5 • RISQUES DUS AUX OPERATIONS DE LEVAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Absence de mode opératoire déterminé pour le levage = établir systématiquement une procédure de levage et vérifier la cinématique de levage - Réaliser un examen d'adéquation et un plan de levage pour chaque grue - Limitation de giration lors des manœuvres à définir et à installer (dispositif mécanique ou électronique) - Méconnaissance des charges maximales que peuvent supporter les appareils = s'assurer du bon calage de l'appareil de levage et de la bonne stabilité des appuis - Méconnaissance des charges maximales que peuvent supporter les élingues, chaînes, sangles... = formation et habilitation du personnel - Rupture de sangle, d'élingue...= traçabilité et vérifications des appareils de levage / Sangles à usage unique à proscrire - Appareils de levage et engins non vérifiés régulièrement selon la réglementation = procéder aux contrôles et vérifications réglementaires des engins, appareils... et traçabilité des vérifications - Présence de personne dans la zone d'évolution de levage = balisage de la zone définie préalablement à l'opération - Survol par les charges des postes de travail, voisinage et domaine public interdit - Appareils de levage non adapté à l'opération = utilisation de crochet avec linguet sécurisé obligatoire ou d'œillet de levage avec manille (risque de mouvement en dynamique de la charge, utilisation) - Charges non guidées en cours de levage = guidage de la charge avec une longe adaptée, si nécessaire / guider les charges pendant la manœuvre - Absence de responsable ou chef de manœuvre des opérations de levage = Nomination d'un Chef de manœuvre veillant aux abords / évacuation des personnes de la zone concernée avant opération de levage 	<p>RI/E-3 : PROTECTIONS COLLECTIVES</p> <p>-> RISQUES DIVERS, CONDITIONS DE TRAVAIL, COACTIVITE, MECONNAISSANCE DES MODES OPERATOIRES – RISQUES IMPORTES / EXPORTES</p> <p>RI/E-3.1 – GENERALITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place et l'entretien permanent des protections collectives, reste à la charge des entreprises réalisant l'ouvrage qui crée le risque ou permet l'accessibilité au risque (sauf installation de chantier, à la charge de l'entreprise titulaire de l'installation de chantier) Il est donc nécessaire et obligatoire de procéder à la réalisation de ces PC en utilisant du matériel conforme, parfaitement adapté, et durable. Une veille permanente est à prévoir pour ce qui concerne leur entretien, y compris lors des périodes d'absence de l'entreprise responsable de leur mise en œuvre. - Interdiction de procéder à la dépose, et/ou à la modification d'une protection collective sans demander l'avis de l'entreprise responsable de sa mise en place et de son entretien, au C-SPS et Maître d'ouvrage - En cas de constat de dégradation ou d'absence d'une protection collective, arrêter la tâche en cours, procéder à la neutralisation adaptée de la zone (signalisation, balisage...)

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de formation aux techniques de levage pour les utilisateurs et sur l'élingage / pas de formation aux gestes normalisés de manœuvre = Chef de manœuvre (à prévoir dans procédure) / formation du personnel / joindre les habilitations dans procédure - Appareils de levage utilisés par du personnel non autorisé = habilitation du personnel + aptitude reconnue par la médecine du travail - Ecrasement = passage d'au moins 60 cm laissé entre un appareil mobile et tout obstacle proche / survol des postes de travail, des personnes et des circulations interdit - Manque de visibilité = respect du rayon de sécurité autour des engins (à prévoir dans procédure) - Stationnement du personnel sous les charges = balisage, signalisation et neutralisation des circulations et des ouvertures donnant dans la zone de manœuvre - Pas de prise en compte des conditions météorologiques (vents...) = Prévoir contraintes et limites liées au matériel et aux conditions dans la procédure de levage / Dispositif de mesure du vent (anémomètre) - Appareils de levage non conçus pour l'élévation du personnel = préparation du poste de travail, adapter les moyens à la situation - Pas de prise en compte de la résistance de la surface d'appui de l'appareil de levage = Visite sur site pour préparer la procédure / adéquation du matériel / Plan de levage - Stabiliser les appuis (ajout de matériaux, de plaques de répartition des masses,...) -Rupture d'accessoires de levage = Vérifications quotidiennes des accessoires de levages (élingues, sangles...) -Respect des charges maximales et dates d'utilisation <p>AR-6 • RISQUES DUS A L'UTILISATION D'ENGINS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Mauvais arrimage des charges transportées = vérifier le bon arrimage des charges, tuyaux et utiliser du matériel adapté - Chargement des camions sans tenir compte des possibilités de déchargement sur le chantier = adapter les moyens à la situation et à l'environnement - Absence d'autorisation de conduire et / ou 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>CACES approprié délivrée aux conducteurs de leur compétence en la matière = personnel formé, habilité et reconnu apte par la médecine du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise signalisation de chantier / pas d'organisation des accès et des circulations = plan de circulation à établir et à faire respecter / mettre en place une signalisation verticale et horizontale - Absence de port de baudriers réfléchissants à disposition du personnel = port des baudriers pour des interventions nécessitant une circulation importante d'engins, de camions... - Engins avec gabarit important = partie saillante des engins à signaler - Risque de heurt, écrasement, déversement = guider les manœuvres par homme trafic / vigie / personnel formé et équipé dûment (vêtement haute visibilité) - Absence d'aménagement spécial pour le transport du personnel dans les véhicules = les engins ne doivent pas servir de transport de personnel - Cabines des engins non protégées contre le retournement et les chutes d'objet, mauvais accrochage de la charge = interdire le véhicule non équipé de protection / utilisation d'engins et d'appareils adaptés à la situation - Absence de personnel formé pour guider les manœuvres des engins = respect du périmètre de sécurité / formation du personnel et habilitation - Absence de sièges ergonomiques dans les engins et les véhicules = utilisation d'engins qui améliorent le poste de travail (poste de conduite) - Absence d'accès aux bennes / remorques de camions = tout engin doit être équipé des accès conformes à son utilisation et être en bon état - Chute de personnel depuis une remorque = Utilisation d'une potence ou de ridelles hautes - Chute de personnel depuis une nacelle = Port du harnais suivant notice et PA du constructeur / Interdiction de sortir du panier, d'utiliser les garde-corps pour s'élever / Présence obligatoire d'une vigie au sol formée, par nacelle - Utilisation de nacelle sur plateforme nivelée et exempte d'ornières, trous, déformations et dénivelés = Présence d'une vigie au sol permanente (neutralisation du passage, guide de manœuvres...) - Heurt, manœuvre difficile, manœuvre avec 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>présence d'autres engins de chantier = Accompagnement des manœuvres et circulation des nacelles / engins de chantier par du personnel au sol équipé, entre autre de gilet haute visibilité / Balisage de la zone d'intervention / Neutralisation des ouvertures / circulations possibles à proximité de l'intervention / Manœuvres sur voie publique (sorties, entrées,...) à accompagner d'un homme trafic équipé de vêtements HV / Bip de recul, caméra, gyrophare / présence d'une vigie lors des manœuvres et notamment lorsque la visibilité est réduite</p> <p>AR-7 • RISQUES DUS A L'UTILISATION DES MACHINES ET OUTILLAGES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Absence de protection sur machines fixes ou portatives = vérifications et entretiens périodiques du matériel / Moyeux débrayables / respect des périmètres de sécurité autour des machines et engins / poignée sur outils - Absence de vérification régulière de l'état général des machines = vérification journalière des organes et dispositifs de sécurité sur les machines - Outillage utilisé sur les machines mal adapté au travail demandé = interdiction de « bricoler » l'outillage / matériel à adapter au travail / personnel formé et qualifié - Absence de port de lunettes et d'écran facial lors de l'utilisation de poste à souder, meuleuses ou tronçonneuses = port des équipements et protections individuelles adaptés aux risques encourus - Absence de balisage de la zone de risque de rejet créé par une machine ou un travail > mise en place de protections collectives adaptées aux situations de travaux (écrans, périmètre de sécurité...) - Travaux à proximité d'engin, d'équipement, de machine en mouvement = Distance de sécurité à respecter / Balisage, neutralisation des circulations et ouvertures donnant dans l'emprise du risque / Consignation de l'équipement à réaliser avant interventions <p>AR-8 • RISQUE D'ELECTRISATION / D'ELECTROCUTION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Toujours privilégier le travail hors tension à 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>proximité de, ou sur les équipements électriques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de signalisation des dangers électriques = mise en place de la signalisation réglementaire / Information préalable à tout intervenant de proximité - Pas de déclaration d'intention de commencement des travaux = faire les démarches initiales (DT / DICT...) - Distances de sécurité à proximité des lignes électriques aériennes et enterrées non respectées = respect des consignes de sécurité réglementaires rappelées dans la DICT et des procédures intégrées au PPSPS / Présence de gabarits en amont et aval des lignes / Pas de personnel à pied dans l'emprise du risque de décharge au sol - Démarches non faites auprès du concessionnaire ou du chef d'établissement en prévision d'une isolation, détournement ou coupure de ligne = établir les demandes initiales auprès des différents concessionnaires - Pas de protection 30 milliampères sur le matériel électrique utilisé + respect des normes (UTE - C15-100) - Pas d'utilisation de matériel très basse tension de sécurité (24 volts) lorsque nécessaire = utiliser le matériel électroportatif adapté (double isolation, basse tension...) - Pas de vérification des installations et des matériels électriques = vérifier périodiquement les installations par un organisme agréé, et de manière systématique PV de conformité initial; avant utilisation des équipements - Utilisation des rallonges, prises et baladeuses non adaptées du chantier = approvisionner le chantier par du matériel adapté au chantier et conforme à la réglementation / 25ml de rallonge maxi - Pas de protection contre les risques électriques sur les installations alimentées par les groupes électrogènes, de soudage...= utiliser des équipements conformes à la réglementation / VGP à jour / respecter les consignes de manœuvre, de mise à la terre et d'utilisation - Pas d'électricien habilité à intervenir sur les installations électriques = personnel formé et habilité porter les équipements individuels (lunettes, gants isolants ad hoc, casque...) / Conformité des installations électriques du chantier à réaliser avant utilisation (PV rédigé par un organisme agréé) 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de bon de consignation = demander et obtenir les autorisations de travaux, bons de consignation et V.A.T. de contrôle à faire obligatoirement - Absence de matériel de consignation = utiliser le matériel de consignation ad hoc (tabouret, perche, isolante, panneaux, cadenas, mise à la terre...) - Outillage dégradé = Câbles électriques exempts de coupures ou réparations fortuites - Présence d'eau à proximité d'équipement électrique = maintenir en permanence hors d'eau tous dispositifs électriques, même si réputé étanche - DLA à respecter (distance limite d'approche) - Accès aux locaux techniques (TGBT,...) interdit aux personnes non habilités - Présence de champs électrostatiques / électromagnétiques = Matérialisation des emprises / Balisage et neutralisation des circulations et ouvertures donnant dans l'emprise du risque / Présence dans l'emprise uniquement de personnel formé, habilité - Réseaux en façades = Respects des consignes du concessionnaire / Consignation du réseau / Mise en place d'une protection (isolant) adaptée sur la génératrice 	
	<p>AR-9 • RISQUE CHIMIQUE / BIOLOGIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Mesures sanitaires en vigueur (Covid-19) = Respect des consignes et recommandations sanitaires du guide de l'OPPBTP (version en vigueur) / Port du masque obligatoire dans les milieux clos - Présence de CMR = Port des EPI adaptés / Prise de connaissance du risque et mode opératoire adapté - Travaux en présence de radiations / Champs magnétiques = Personnel formé, habilité, reconnu apte par le Médecin du travail / port des EPI et appareils de mesures et d'alerte - Précautions d'emploi des produits étiquetés dangereux non lus = défense de fumer et d'allumer du feu à proximité des zones de stockage et pendant la mise en œuvre des produits - Méconnaissance de la signification des symboles sur l'emballage des produits = information par affichage, formation du personnel / Transmission des FDS au personnel 	<p>RI/E-4 : MODE OPERATOIRES -> RISQUES DIVERS, CONDITIONS DE TRAVAIL, COACTIVITE, MECONNAISSANCE DES MODES OPERATOIRES – RISQUES IMPORTES / EXPORTES</p> <p>RI/E-4.1 – GENERALITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les modes opératoires pour la réalisation des travaux en sécurité, intègrent les matériaux et le matériel à prévoir, de manière adapté à l'organisation (planning, coactivité, environnement...) aux dimensions des locaux et zones où seront réalisés les travaux, à l'approvisionnement des matériaux, au matériel d'élévation adapté du personnel et EPI à adapter aux risques encourus. -En cas de nécessité d'adaptation d'un mode opératoire (changement d'organisation non prévisible,

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Fiches de sécurité des produits étiquetés dangereux non demandées au fournisseur = obligation de posséder les fiches produits avant stockage sur site, identification et étiquetage des produits - Pas d'inventaire des produits dangereux fait régulièrement (stockage) = imposer une gestion rigoureuse du stockage / respect les consignes d'emploi et de stockage des produits - Méconnaissance des risques liés à l'utilisation de colles avec solvant, revêtement...= formation du personnel – habilitations / port des protections individuelles adaptées (gants, lunettes, masque...) - Méconnaissance des maladies causées par le ciment, les poussières de bois, l'amiante, le plomb, les champignons, la zoonose... > visites obligatoires et aptitude reconnue par un médecin du travail, connaissance des postes de travail à risques et visite sur site du médecin de travail / Port de masques et gants adaptés / Traitement, désinfection préalable des zones infectées - Pas de ventilation ou ventilation insuffisante lors de travaux en espace confiné = assurer une ventilation correcte des locaux / port de dispositifs de mesures et d'alerte / adapter les moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, sable...) - Intervention à proximité de tour aéro-réfrigérantes = Neutralisation du dispositif, port d'EPI adaptés - Intervention dans local insalubre (fientes d'oiseaux, saleté et poussières dangereuses) = Procéder au nettoyage par entreprise spécialisée / port d'EPI adaptés / aération du local - Tabac, Alcool, Drogues = Interdiction de consommation et de possession d'alcool, de drogues sur le chantier / Interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments, en zones communes, réfectoires, vestiaires, sanitaires... / Obligation de surveillance et de veille de l'état de santé des salariés par l'employeur / Exclure sans délai du chantier toute personne en état d'ébriété et, ou sous l'emprise de drogues <p>AR-10 • RISQUE GAZ (ANOXIE / INCENDIE / EXPLOSION / BRUIT / EFFET PRESSION)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus 	<p>d'environnement de travail non prévisible, d'oubli de description au moment de la rédaction du PPSPS...) : un nouveau mode opératoire détaillé devra être transmis au Maître d'œuvre, au Maître d'ouvrage et au C-SPS pour avis, préalablement à la réalisation du travail concerné</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Incendie = Permis feu à réaliser pour tous travaux par points chauds / Présence d'extincteur adapté à proximité des travaux à risques / Port d'EPI, de vêtements et accessoires ignifugés / Surveillance et arrêt des tâches 2h avant le départ des intervenants concernés par le risque créé par les travaux par points chauds - Absence de repérage des canalisations existantes avant terrassement = faire les démarches nécessaires auprès des Concessionnaires ou Chef d'Établissement (DICT...) / faire demande de terrassement interne au stockage, autorisation de travaux / sondage des ouvrages à faire à la main en présence de l'exploitant concerné - Absence de formation à la conduite à tenir en cas de contact accidentel avec une canalisation de gaz = personnel à former et à informer lors des visites préalables, des risques de l'opération - Non-respect des consignes de manœuvres et d'intervention = respecter les consignes établies dans le PPSPS / personnel formé DITR - Non-respect des périmètres de sécurité pour locaux, feux...= adapter les moyens de prévention et de lutte éventuelle à l'opération (extincteurs...) - Pas d'inertage ou ventilation insuffisante des conduites de gaz lors de travaux = respect des procédures de travaux, des demandes de travaux et de consignation - Non-respect des consignes ou instructions pour pénétrer et travailler dans les zones gaz = respecter les règles d'accès et établir les autorisations de travaux nécessaires - Travaux avec risques feux > ne pas allumer du feu et ne pas réaliser de travaux de meulage, soudage... dans les zones dites « gaz » sans autorisations spécifiques (bons, permis feu feux) - Port obligatoire de vêtements de protection adapté > anti statique pour les zones ATEX, ignifugés pour les travaux par points chauds, port d'un détecteur gaz individuel ou collectif - Risques dus à la présence d'engins de guerre = dispositif d'alerte à mettre en place dans les engins de terrassement, installation de manche à air (cas de découverte d'engin toxique) / périmètre de sécurité à mettre en place (y/c signalisation) / Evacuation du personnel / Prévenir l'équipe de déminage - Pas de formation à l'utilisation des extincteurs = personnel à former 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>- Risques dus à la présence de zone ATEX = Respect des consignes / Equipement du personnel conforme / Mode opératoire à faire valider par le Responsable du site</p> <p>AR-11 • RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT / METEO</p> <p>- Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus</p> <p>- Conditions météo difficiles = Port de vêtements adaptés / réaliser des pauses régulières / fourniture d'eau potable en cas de fortes chaleurs (3l d'eau par jour et par personne au minimum) / Arrêter les tâches non compatibles avec la météo (vent, gel, pluie, neige...) / Interdire les accès en hauteur en cas de gel / Stopper les levages en cas de vent dépassant les valeurs autorisées / Ne circuler, ne travailler que depuis des zones de sols stables et drainées, exempts de boues</p> <p>- Eau, neige, boue, masquant des dénivelés, fouilles, réservations... = Mettre en place un balisage renforcé permettant d'identifier aisément la zone dangereuse / Neutraliser toutes circulations et ouvertures donnant dans l'emprise aux abords de la zone dangereuse</p> <p>- Présence de zone ATEX = Définition, signalisation et balisage d'un périmètre défini en rapport avec le risque / Interdiction de fumer / interdiction de réaliser des travaux par points chauds dans le périmètre défini</p> <p>AR-12 • RISQUES LIES AUX TRAVAUX REALISES EN SITE SOUS EXPLOITATION</p> <p>- Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus</p> <p>- Zones de travaux non identifiées = Les zones de travaux doivent être rendues closes et indépendantes du reste de l'exploitation du site par la mise en place de clôtures et portails étanches aux passages</p> <p>- Présence de personnel non autorisé en zone de travaux = Aucune personne (y compris le personnel du site) ni entreprise étrangère aux travaux ne doit être accepté depuis l'intérieur de la zone close et indépendante. - La mission SPS doit être effectuée dans un milieu clos et indépendant, ce qui impose que l'ensemble des activités du chantier sont séparées physiquement du reste de l'activité d'exploitation du site (circulations, accès, stationnements, stockage, approvisionnements, replis du</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>matériel, travaux, cantonnements...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux hors zone close et indépendante = Se rapprocher du Maître d'ouvrage pour la prise de connaissance et signature des dispositions du Plan de Prévention du site. Toute intervention réalisée en dehors de la zone close et indépendante du chantier doit être prise en charge par le Responsable du site, suivant les dispositions du Plan de prévention (hors mission SPS) - Circulations / Zones partagées = Prise de connaissance et signature du PdP systématique - Organisation des zones de travaux : mise en place de clôtures / cloisons étanches aux passages en périphérie totale de chaque zone de travaux, des ouvrages en cours de réalisation, des manœuvres à l'engin, PL, - Rubalise interdite - Signalisation réglementaire et adaptée aux abords des zones travaux - Survol interdit des charges en dehors de la zone close et indépendante du chantier - Présence d'une vigie au sol lors des manœuvres à l'engin, PL... - Prise de connaissance et signature du Plan de prévention du site pour tous les intervenants empruntant les circulations du site <p>AR-13 • RISQUES DIVERS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Pas de port de gilet de sauvetage lors des travaux à proximité ou sur l'eau, absence de bouée = adapter les protections individuelles au travail à exécuter / mise en place d'une bouée à proximité du risque de chute - Pas d'étude préalable des tâches successives du chantier = préparer dès la conception, les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation - Risques d'empalement, de piqûres, de coupures...= Port des Epi adaptés aux risques encourus / protections des fers en attente et fiches métalliques (crossage, bouchons, équerres...) / ôter les fers et fiches dès obsolescence / Privilégier le crossage en atelier avant mise en œuvre - Harcèlement, Epuisement professionnel, Stress, Bruit...= Stopper toute activité en cas de santé non compatible avec la tâche à réaliser / Informer sa hiérarchie / Port de protections auditives adaptées / report des opérations à risque 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Travail de nuit = Aménagement du temps de travail / Gestion de la fatigue / Eclairage des postes de travail à renforcer / Signalisation aux abords des postes de travail à renforcer, à adapter - Travail en poste isolé = Toujours privilégier le travail en binôme / Port de dispositif d'alerte type PTI / veillez à la couverture du réseau téléphonique / ne jamais laisser une personne en position isolée, dont le délai de secours ne pourrait pas être compatible avec l'état de sa santé - Absence de personnel formé SST = Présence obligatoire et permanente sur le chantier et par postes de travail d'au moins 1 SST pour 10 personnes présentes - Absence de moyens de secours = Présence d'une trousse de secours à proximité des interventions / Prise en compte des consignes de secours du PPSPS / Point de rassemblement, de rencontre des secours à établir dès le début du chantier 	
	<p>AR-14 • PROTECTION DU PUBLIC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Mise en place d'un cheminement / Déviation sécurisé (balisage physique, nivellement du cheminement, signalisation) pour les piétons à l'écart de toutes circulations engins / PL / VL et circulations aux accès et sorties du chantier - Etalement, stabilisation des structures (étude préalable du risque d'effondrement, de chutes de matériaux...) / Evacuation temporaires lors des interventions à risques, informations à réaliser auprès des Propriétaires et Résidents voisins des travaux - Rubalise interdite - Signalisation réglementaire et adaptée - Platelage sécurisé, adapté et fonctionnel aux passages en surplomb des fouilles, comprenant des garde-corps et protections collectives rigides et adaptés - Clôture rigide en périphérie des ouvrages en cours de réalisation, des manœuvres à l'engin, PL, - Garde-corps rigides en périphérie des fouilles et dénivelés - Présence d'une vigie au sol lors des manœuvres à l'engin, PL... - Travaux sur domaine public / voirie = Demande d'arrêté préalable à réaliser auprès des services compétents / Toujours privilégier 	<p>RI/E-5 : PRET DE MATERIEL / OUTILLAGE / ENGINS...</p> <p>-> RISQUES DIVERS, CONDITIONS DE TRAVAIL, COACTIVITE, MECONNAISSANCE DES MODES OPERATOIRES – RISQUES IMPORTES / EXPORTES</p> <p>RI/E-5.1 – GENERALITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est interdit d'emprunter du matériel, des engins et outillage sans autorisation écrite de l'entreprise propriétaire de ce dernier (protocole de prêt à rédiger) : - En cas de prêt de matériel d'outillage spécifique ou d'engin (échafaudage, nacelle, outillage nécessitant une formation spécifique à l'utilisation en sécurité...), il est obligatoire de procéder à la rédaction d'une convention de prêt entre les différentes parties -Les échafaudages (de pieds et roulants) doivent être munis d'un PV de réception : pas de PV / pas d'autorisation / pas de convention = Utilisation interdite

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>le travail sur voie neutralisée / Mise en place de dispositifs anticollision aux abords des zones de travail (baliroads, plots béton,...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etat de la voirie en sortie de site : prévoir un nettoyage de voirie régulier, et aussi souvent que nécessaire - Risque de heurts : signalisation adaptée <p>AR-15 • RISQUE EXPOSITION AMIANTE / PLOMB / HAP</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Réalisation préalable aux travaux des diagnostics techniques avant travaux (DAAT / DP / Recherches HAP) - Personnel reconnu apte au travail en présence de matériaux contenant de l'amiante et/ou du plomb et au port des EPI spécifiques (masques, combinaison, dispositif de respiration sécurisée...) - Intervention par personnel formé et habilité (amiante : sous-section en rapport) - Mode opératoire et/ou plan de retrait établi et transmis aux organismes de prévention et C-SPS - Isolation / confinement des zones d'intervention, conformes aux normes en vigueur - Planning Moe = Notifier systématiquement la nécessité d'absence de coactivité lors des interventions sur ou à proximité de matériaux contenant du plomb et/ou de l'amiante - Douche en sortie de zone confinée - Dispositif de recueil et d'évacuation des équipements de travail contaminés - Repérage / balisage et signalisation des matériaux concernés - Mesures libératoires à effectuer avant interventions des corps d'états - Mesures de restitution à réaliser (à charge Maître d'ouvrage) avant occupation des lieux en fin de travaux <p>AR-16 • RISQUES LIES A LA CIRCULATION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Personnel non équipé des EPI = port permanent des EPI adaptés aux risques encourus - Signalisation conforme et adaptée à mettre en place systématiquement aux abords des zones de travaux - Heurt par engin, VL, PL = Port de vêtement haute visibilité obligatoire / Présence obligatoire et systématique d'une vigie positionnée de manière visible du conducteur 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>afin d'assurer la sécurité lors de toutes les manœuvres</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance du site = Informer les livreurs des règles de circulations du site / Les accompagner depuis d'entrée au chantier jusqu'à la zone de livraison - Absence de définition des voies de circulations = Les voies de circulations doivent obligatoirement être balisées, signalées, drainées et nivelées - Absence de balisage des zones dangereuses / éléments saillants = tous les éléments saillants ou zones dangereuses présents sur l'emprise des circulations doivent être signalés et balisés - Coactivité piétons, Engins, VL, PL = Les circulations à l'intérieur du chantier doivent être réalisées à l'écart des circulations piétonnes / en cas de croisement inévitable des flux (à réduire au maximum) ces derniers devront être équipés d'une signalisation adaptée et de dispositifs permettant de réduire la vitesse / des dispositifs sonores doivent équiper les véhicules de chantier lors des manœuvres (bip de reculs, caméras...) / Le gyrophare est obligatoire pour toutes les circulations intérieures au chantier - Vitesse excessive = des panneaux de limitation de la vitesse doivent être positionnés à l'entrée du chantier et régulièrement sur le parcours / Des dispositifs de réduction de la vitesse doivent être positionnés aux abords des circulations piétonnes 	

Séquence : 2 - LOT 1

DESAMIANPAGE / DEMOLITION

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

Séquence : 3 - LOT 2

VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

Séquence : 4 - LOT 3

GROS-OEUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises

CHARPENTE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

COUVERTURE / BARDAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

ETANCHEITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

MENUISERIES EXTERIEURES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

I.T.E

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

PLATRIERIE / PS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

CARRELAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

MENUISERIES INTERIEURES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

PEINTURE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

ELECTICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

GENIE CLIMATIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
---	--	--

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,

- La mise en place de protections collectives est à privilégier et à réaliser en priorité par rapport aux protections individuelles (ces dernières seront envisagées uniquement après avoir prouvé que la mise en place de PC est techniquement impossible)
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que **les entreprises titulaires des LOTS 01 - DESAMANTAGE / DEMOLITION, 02 - VRD , 03 - GROS-OEUVRE, 03.2 - CHARPENTE, 03.3 - COUVERTURE / BARDAGE, 03.4 - ETANCHEITE, 03.6 - ITE, 03.7 PLATRERIE / PF - 03.10 PEINTURE , 03.11 - ELECTRICITE, 03.12 - GENIE CLIMATIQUE / PLOMBERIE** soient chargées de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise responsable de leur mise en œuvre et entretien (prévoir une veille et organisation spécifique (rapidité d'intervention, mise à disposition du personnel,...) pendant la durée du chantier, y compris durant les phases de travaux où l'entreprise concernée n'intervient pas sur les lieux. Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (Couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

- Aucune protection collective ne peut être supprimée ou modifiée sans l'avis préalable du Coordonnateur SPS, du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre. La suppression des protections collectives au droit des ouvrages définitifs remplaçant des PC provisoires, doit être effective une fois la solidité et la pertinence de l'élément définitif prouvé.

- Les rubans avertisseurs (rubalise) ne constituent pas un balisage conforme (Rubalise = signalisation), la mise en place de balisage souple ne sera tolérée que pour les interventions de courte durée et uniquement lors de la présence de l'entreprise concernée par la réalisation de travaux générant un risque de coactivité. Après son intervention, si un risque persiste (effondrement, chute d'objets, réservations, trémies...) un dispositif de protection collective et/ou un balisage physique réalisé avec des dispositifs conformes, résistants et adaptés devra être mis en œuvre.

FILETS DE PROTECTION :

- La mise en place de filets en sous-face de couverture ou en rive de couverture doit être effectuée par une entreprise compétente
- Les filets verticaux seront obligatoirement complétés en parties hautes de lisses rigides sur potelets
- La vérification quotidienne ou plus si nécessaire de sa bonne tenue est à la charge de l'entreprise responsable de sa mise en œuvre (prévoir une veille, y compris en l'absence de ladite entreprise sur le chantier. En cas d'impossibilité de procéder à la surveillance du dispositif, l'entreprise devra prévoir la neutralisation de l'accès à la zone concernée)
- La dépose des filets ne doit être réalisée qu'après avis du Maître d'œuvre (mise en place de PC définitive, absence d'interventions futures...) et du C-SPS

BALISAGE :

- Les rubans avertisseurs (rubalise) ne constituent pas un balisage conforme (Rubalise = signalisation)

- La mise en place de balisage souple au droit d'une fouille, d'un dénivelé, de la délimitation d'un risque... doit être réalisé à 2,00m minimum du bord, et seulement en cas d'impossibilité technique de mettre en place une protection collective rigide et adaptée. En cas d'utilisation ponctuelle d'un balisage souple, au départ de l'entreprise, si le risque perdure, un dispositif de protection collective physique et adapté doit être mis en place

TRAVAUX DE FOUILLES :

- Interdire le stationnement et la circulation des véhicules et engins aux abords des fouilles, mise en place de dispositifs permettant l'éloignement de ces derniers

- Les fouilles devront être équipées de dispositifs anti-effondrement des parois (blindage, talutage...) à la charge du lot qui réalise les fouilles. Ce dispositif devra être adapté à la hauteur de la fouille et les éléments qui le constitue devront être munis de fixations compatibles et adaptée au type de matériel utilisé. Le blindage devra dépasser d'au moins 1,00m de la fouille (par rapport au plancher de travail à proximité de la fouille) ayant ainsi une fonction de garde-corps L'accès dans le dispositif devra être sécurisé et compatible = proscrire les échelles en dehors des blindages, l'accès doit donner directement en protection dans le blindage

- En cas de nécessité de recourir à du pompage (nappe, source...) les pompes thermiques à proximité des fouilles sont à proscrire (vibrations générées = risque d'effondrement de paroi augmenté), en cas d'impossibilité technique, l'entreprise privilégiera un système de pompe électrique

- Interdire le stationnement et la circulation des véhicules et engins aux abords des fouilles, mise en place de dispositifs permettant l'éloignement de ces derniers

- Les fouilles devront être équipées de dispositifs anti-effondrement des parois (blindage, talutage...) en rapport avec la nature du terrain, à la charge du lot qui réalise les fouilles

- L'accès en fond de fouille sera sécurisé par la mise en place d'un dispositif stable et muni de main courante, dépassant d'au moins 1,00m du niveau à franchir

- La périphérie des fouilles sera équipée de garde-corps stables, conformes et adaptés

L'entreprise réalisant des fouilles prévoit la fourniture et la pose des blindages pour les zones de travaux où les tranchées ont une profondeur supérieure à 1,30 m. Il prévoit la mise en place de tout type de blindage (palplanches jointives, caisson simple ou coulissant à glissière, ...) nécessaire à l'intervention dans les règles de l'art en prenant en compte les contraintes du site.

Si le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage constate que les blindages mis en place ne sont pas adaptés ou présentent un risque pour le personnel, le chantier sera arrêté jusqu'à la mise en place des blindages réglementaires. Le délai des travaux ne sera pas interrompu même si la livraison de ces derniers est indépendante de l'opérateur économique. En fonction des profondeurs de réseaux mises en évidence sur les plans et de son expérience, le prestataire doit prévoir les blindages dont il aura besoin. Aussi, les blindages adaptés pour les travaux doivent être présents sur la zone de stockage à côté de la base vie avant intervention.

Les préconisations du Fascicule 70-1 version 4.01 – mai 2021 indiquent les largeurs minimales de tranchée à l'intérieur des blindages

UTILISATION DE BANCHES :

- Les banches devront être munies de dispositifs de stabilisation en permanence (sur parc comme au poste de travail)

- Les garde-corps devront être en place en permanence dès leur assemblage

- Les manœuvres exécutées pour la mise en place des banches devront être effectuées par du personnel formé (chef de manœuvre, moyen efficace de communication avec le grutier...) avec du matériel conforme et vérifié, en l'absence totale et permanente de personnel sous les charges en cours de levage (zone à baliser)

PIEDS DE BATIMENTS :

- L'ensemble des pieds de façades des bâtiments sera remblayé au plus tôt afin de permettre de livrer une surface nivelée et drainée à la pose des échafaudages et/ou circulations de nacelles (le compactage du remblai devra être compatible avec le poids des équipements et engins à recevoir)

FICHES METALLIQUES ET ACIERS EN ATTENTE :

- L'ensemble des fers saillants doit être équipés en permanence de protections collectives contre le risque de blessures térribrantes, y compris sur le parc de stockage et lors des manœuvres de levage

- Une veille spécifique doit être mise en place par l'entreprise responsable de leur mise en œuvre, pour s'assurer de la présence permanente de ces dispositifs de protection

- Il y a lieu d'employer en priorité, des aciers crossés

AIRES SPECIFIQUES :

L'ensemble des plateformes réalisées devra être nivelées et drainées, les matériaux et le compactage de ces plateformes devront être compatibles avec la fréquence de roulement et les charges in situ

- Prévoir pour : aire de stockage, stationnements, aire de déchargement, containers entreprises, bureaux des Chefs de chantier, zones bennes à déchets, aire de nettoyage des toupies de béton...

DECHARGEMENT DES CAMIONS :

- Une zone dédiée au déchargement des camions (idéalement implantée sur le parcours entrant ou sortant des PL, en limitant au maximum les manœuvres) devra être réalisée
- Cette zone sera implantée à l'écart des circulations piétonnes et d'engins, et réalisée sur une surface drainée et nivelée, dont la portance du sol sera en rapport avec le tonnage des PL
- Un équipement de sécurité devra être mis en place pour l'accès aux remorques et assurera la sécurité antichute du personnel intervenant depuis ces remorques

ECHAFAUDAGES :

- Privilégier la pose des échafaudages pour l'ensemble des travaux en façades et/ou toiture (mutualisation entre les différents lots) afin d'assurer la protection collective nécessaires aux travaux
- Afin d'assurer la protection contre le risque de chute de hauteur consécutif à la dépose des garde-corps existants les échafaudages à mettre en œuvre pour les travaux devront être montés en garde-corps au-dessus du niveau de plancher de travail. Ces échafaudages, mis en place avant la dépose des garde-corps, ne devront être démontés qu'après la mise en œuvre et la réception des garde-corps définitifs

TOUR D'ACCES :

- Dispositif conforme et sécurisé pour l'accès des intervenants en toiture. Le moyen d'accès partagé (mis en commun) devra être mis en place par du personnel formé / habilité, réceptionné (PV de conformité à afficher). Une convention de prêt sera rédigée pour l'ensemble des entreprises utilisatrices > A mettre en œuvre par le **LOT 03.3 - COUVERTURE / BARDAGE** et à disposition du **LOT 03.4 ETANCHEITE** et des **corps d'états techniques si besoin**

ZONE DE LEVAGE / ZONE D'APPROVISIONNEMENT EN HAUTEUR :

- Balisage, signalisation et neutralisation impératifs des zones à risques, des circulations aux abords à la charge des entreprises générant le risque. Le balisage / la neutralisation et la signalisation de la zone doivent être réalisés par du matériel conforme, adapté et durable (rubalise interdite) Il y a lieu également de neutraliser les ouvertures donnant dans l'emprise des manœuvres
- Sapine d'échafaudage / lifts / treuils / recettes, sont des dispositifs à privilégier pour l'approvisionnement des matériaux / matériels aux étages. Ces derniers devront être conformes et vérifiés, leur utilisation sera réalisée par du personnel formé / habilité. Les charges manoeuvrées devront être parfaitement en rapport avec la capacité du dispositif. La zone de réception (échafaudage, ouverture en façade...) devra être sécurisée par la mise en place de dispositif de protection collective de type "écluse" ou autre garde-corps adapté

SECURITE DES PERSONNES :

Les Entreprises doivent l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, qu'elles soient de l'entreprise, d'autres entreprises, mais également des occupants et des passants à proximité du chantier. L'entreprise dispose sur ce sujet d'une obligation de résultat, et devra proposer les modes opératoires adaptés.

Chaque entreprise a également le devoir d'alerter si elle constate une anomalie ou un risque quelconque pour les personnes. (risque de chutes, manque de balisage, risques pour les occupants etc....)

Les interventions comprenant un risque de chute en cours d'intervention, comme le remplacement de garde-corps, ou de menuiseries avec allèges, seront anticipées et il sera mis en place préalablement un dispositif de protection collective provisoire ou définitif.

Une attention toute particulière sera prévue pour condamner l'accès aux occupants pendant l'intervention.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Le Maître d'ouvrage intervient directement sans délai pour procéder à la nomination d'une autre entreprise compétente, pour action immédiate, en cas de carence de l'entreprise titulaire pour la mise en place, l'entretien ou la modification d'une

protection collective, un défaut de nettoyage, de balisage ou signalisation.

Dans l'attente de la remise en conformité d'un des éléments ou situation ci-dessus, la zone concernée et/ou l'ensemble du chantier doit être neutralisée et tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Le Maître d'ouvrage intervient directement sans délai pour procéder à la nomination d'une autre entreprise compétente, pour action immédiate, en cas de carence de l'entreprise titulaire pour la mise en place, l'entretien ou la modification d'une protection collective, un défaut de nettoyage, de balisage ou signalisation.

Dans l'attente de la remise en conformité d'un des éléments ou situation ci-dessus, la zone concernée et/ou l'ensemble du chantier doit être neutralisée qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"ARTICLE DG.21. - ENGINS DE LEVAGE DE GRANDE HAUTEUR

Au regard des servitudes aéronautiques et radioélectriques, les engins de levage de type grue mobile par exemple, font l'objet d'une autorisation de la base aérienne avant toute intervention. Le titulaire du marché doit fournir en amont au maître d'œuvre, la fiche technique de l'engin ainsi que les coordonnées heures, minutes, secondes de l'emplacement de l'engin sur un plan de la zone. "

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

Le personnel affecté à des travaux par point chaud doit être équipé de vêtements et accessoires ignifugés

- Les bouteilles de gaz doivent en permanence être contenues dans des dispositifs conformes assurant leur stabilité et la protection des détenteurs

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.14.1. - MESURES DE PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

Vis à vis des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, il est fait application de l'arrêté du 19 septembre 1977 (J.O. du 15 octobre 1977) contenu dans la brochure 1011 (sécurité contre l'incendie).

L'entrepreneur responsable du marché doit assurer à ses frais, sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier:

-d'un extincteur à mousse, à chaque niveau du bâtiment, efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés,

-d'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

L'entrepreneur doit désigner un responsable assurant à chaque arrêt de travaux, l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

DG.14.2. - MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) doit être précédée de l'autorisation de l'organisme utilisateur par le biais du bureau des maîtrises des risques qui délivre un permis feu chaque semaine.

Au commencement des travaux, le maître d'œuvre indiquera la position du BMR au titulaire afin que ce dernier renouvelle son permis feu chaque semaine.

Un permis feu type demande les indications suivantes :

-la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer.

-les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.

-les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

-Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'Œuvre."

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Privilégier le matériel prévu pour le montage en sécurité (mise en place de garde-corps depuis l'étage inférieur, en sécurité)

Les planchers complémentaires et/ou passerelles de jonction seront réalisés avec du matériel conforme et adapté, fixé mécaniquement et vérifiés périodiquement (aussi souvent que nécessaire)

En cas de mutualisation des équipements de travail en hauteur, les entreprises réalisent conjointement un protocole / une convention de prêt et d'utilisation de matériel

L'entreprise titulaire et/ou responsable de la mise en place de l'équipement s'engage à prêter du matériel conforme (affichage d'un PV de réception sur les échafaudages)

L'entreprise qui utilise l'équipement s'engage à l'utiliser avec du personnel formé / habilité et à ne modifier l'équipement sous aucun prétexte. En cas de besoin d'adaptation et/ou modification de l'équipement, cette dernière formule une demande écrite au titulaire, qui procèdera à la réalisation en sécurité par son personnel, après avoir consulté le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage et le C-SPS pour avis sur les mesures compensatoires à mettre en place

Le personnel évoluant sur les échafaudages sont formés à l'utilisation au minimum, au montage et à la réception pour les intervenants à la mise en œuvre du dispositif Les échafaudages utilisés doivent être conformes et le matériel doit pouvoir être monté en sécurité depuis le niveau inférieur déjà sécurisé (matériel compatible M.E.S)

Les échafaudages doivent être montés sur des surfaces nivelées et drainées, dont la surcharge est compatible avec le poids du dispositif

Le personnel utilisant ou affecté au montage d'un échafaudage doit être équipé d'un casque avec jugulaire

Durant la phase de montage d'un échafaudage, la zone concernée doit être balisée (y compris neutralisation des ouvertures et circulations donnant dans l'emprise de la zone)

Equipement de levage / approvisionnement (sapine, treuil, recette...) devra également faire l'objet, en cas de mutualisation, d'une convention de prêt. Les dispositifs en place devront être vérifiés, réceptionnés, conformes et être utilisés par du personnel formé / habilité

Les accès aux échafaudages devront obligatoirement être équipé de auvent / tunnel de protection contre le risque de chute de matériel / matériau depuis un poste en hauteur ou niveau supérieur (escalier, paliers...)

Les circulations verticales et horizontales de l'échafaudage devront être munies de dispositifs d'éclairage conformes aux dispositions du code du travail en vigueur

La zone de réception des matériaux / du matériel (approvisionnement) devra être sécurisée par la mise en place de protection collective de type "écluse" ou similaire

ESCALIER DE CIRCULATION VERTICALE :

Les escaliers de chantier devront comprendre :

- les semelles et couches sous les tubes verticaux pour répartition et pour la protection des sols (autres que celles prévues spécifiquement par ailleurs).
- le matériel préfabriqué sera conforme aux normes en vigueur, assemblé par dispositifs adaptés et compatible avec l'ensemble. L'ensemble devra faire preuve de tenue dans le temps et de résistance à la corrosion
- Tous les dispositifs de stabilisation nécessaires
- la passerelle de liaison au droit de tous les planchers d'échafaudage.
- tous les dispositifs d'accès sécurisés.
- L'éclairage des circulations verticales et horizontales

Ces escaliers seront mis en œuvre pour l'ensemble des entreprises travaillant sur le chantier.

La prestation comprendra :

- L'amenée, le coltinage, la pose, l'entretien pendant toute la durée du chantier, la vérification et l'affichage du PV de conformité

SAPINE DE LEVAGE :

Les sapines de levage devront comprendre :

- les semelles et couches sous les tubes verticaux pour la répartition et pour la protection des sols (autres que celles prévues spécifiquement par ailleurs).
 - le matériel préfabriqué sera conforme aux normes en vigueur, assemblé par dispositifs adaptés et compatible avec l'ensemble. L'ensemble devra faire preuve de tenue dans le temps et de résistance à la corrosion
 - Tous les dispositifs de stabilisation nécessaires
 - le doublage éventuel des poteaux suivant la descente de charge établie (article échafaudage)
 - tous les dispositifs d'accès sécurisés par portillon y compris asservissement, et également tous dispositifs de sécurité de type « écluse » lors des manœuvres d'approvisionnement
 - Le balisage / la neutralisation des circulations en pied de sapine afin de sécuriser la zone de levage : présence obligatoire d'un opérateur / Chef de manœuvre au sol durant les phases de levage
- La sapine sera mise en œuvre pour l'ensemble des entreprises travaillant sur le chantier.

La prestation comprendra :

- L'amenée, le coltinage, la pose, l'entretien pendant toute la durée du chantier, la vérification et l'affichage du PV de conformité

TREUIL DE LEVAGE :

Les treuils électriques devront comprendre :

- l'étude de l'installation à faire approuver par un organisme indépendant agréé aux frais de l'entreprise.
- le branchement électrique compris TGBT et raccordement électrique adapté.
- la vérification périodique et la maintenance, la diffusion au Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage et C-SPS du PV de conformité

La prestation comprendra :

- L'amenée, le coltinage, la pose, l'entretien, les consommations pendant toute la durée du chantier

Dispositions particulières :

Charges de levage : Suivant besoin des entreprise (à définir pour saisir le choix du matériel à installer)

La réception, avant mise ou remise en service et les vérifications périodiques seront effectuées par un organisme indépendant agréé aux frais de l'entreprise. Les vérifications et contrôles devront faire l'objet d'un procès-verbal sur lequel sera donnée, point par point, réponse aux prescriptions réglementaires. Ils seront consignés sur le registre de sécurité avec le résultat et le nom de la personne en charge de la vérification.

Selon décret n° 45.300 du 23 avril 1945 du code du travail, les vérifications sont journalières (dispositifs de sécurité), semestrielles (accessoires de levage) et annuelles (organes de sécurité).

Les vérifications doivent porter sur la conformité des appareils de levage par rapport aux plans et/ou à la notice de montage du constructeur, des appuis au sol de la sapine, des ancrages à l'échafaudage, d'aménagement des recettes, des accessoires de levage, des organes de sécurité divers et des panneaux sur lesquels sont inscrites les charges admissibles.

FILETS DE GARANTIE :

L'emmaillotage ou filets formant protection contre les projections de gravois et matériaux devra comprendre :

- toutes les fixations sur les échafaudages et par tous moyens
- les remplacements immédiats des parties détériorées
- l'amenée, le coltinage, la pose, l'entretien (avec une visite périodique pour s'assurer des fixations et pour remplacement des filets défectueux) pendant toute la durée du chantier

Dispositions particulières

Nature des filets : filet millimétrique en polyéthylène tissé avec rives renforcées

Nature de la pose : tendue par tendeurs sur œillets avec fixation sur tube de façon à résister aux intempéries,

Résistance : dimensionné en rapport avec le type d'élément susceptible de chuter ou d'être projeté

Nota : l'incidence de la présence des filets sera prise en compte dans le calcul des échafaudages en raison de la prise au vent.

Localisation : En périphérie des échafaudages et des sapines.

STOCKAGE MATERIEL / MATERIAUX :

La charge induite par le stockage du matériel et/ou des matériaux sur les planchers de l'échafaudage devra respecter scrupuleusement la charge maxi indiquée par le fabricant de l'échafaudage.

Aucun matériel ni matériau ne doit être mis en appuis sur les garde-corps et/ou éléments participant à la stabilité de l'échafaudage (dito sapine, escalier,...)

Les éléments stockés sur les planchers de l'échafaudage ne devra en aucun cas dépasser la hauteur des rives sécurisées (hauteur de plinthe par exemple) : risque de chute d'élément en contrebas

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Une grande vigilance sera apportée lors du déplacement des engins de travaux publics et des entrées/sorties

de camions des zones en travaux.

Un "homme-traffic" sera désigné par les entreprises et sera obligatoire durant toutes les manœuvres situées sur l'emprise du domaine publique

NACELLES / EQUIPEMENT D'ELEVATION DU PERSONNEL :

- Présence d'une vigie au sol formée (CACES, autorisation de conduite...) obligatoire, même en statique. Une vigie par nacelle, et non affectée à une autre tâche.
- Port des EPI adaptés aux risques encourus obligatoire dans les nacelles (harnais, casque et jugulaire...)
- Balisage et neutralisation obligatoires des circulations et ouvertures en périphérie et dans l'emprise des manœuvres de levage et/ou de fonctionnement des engins
- Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Rappel pour mémoire : une nacelle n'est pas un moyen d'accès, il est donc interdit d'utiliser cet équipement pour les accès en hauteur

- Les échelles et les escabeaux sont à proscrire pour l'ensemble des tâches à réaliser. L'entreprise précisera dans son PPSPS les dispositions sur le sujet, du décret 2004-924 du CdT.

Les nacelles doivent évoluer sur des surfaces nivelées et drainées, dont la surcharge est compatible avec le poids de l'engin

ELEVATEURS, ENGINS DE TERRASSEMENTS / DE DEMOLITION :

- Bip de recul, avertisseurs sonores, gyrophare...obligatoires
- Présence d'un homme trafic pour toutes manœuvres à effectuer (ce dernier devra être équipé de vêtements haute visibilité conformes, formé aux manœuvres et toujours en poste visible du conducteur)
- Pas de présence de personnel dans l'environnement du bras de pelle, des fouilles ou tranchées lors des manœuvres et interventions
- Dispositifs adéquats de balisage (éloignement des fouilles et tranchées) à mettre en place pour supprimer tous risques de basculement / effondrement du terrain aux abords des fouilles
- Balisage et neutralisation obligatoires des circulations en périphérie et dans l'emprise des manœuvres de levage et/ou de fonctionnement des engins
- Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Rappel pour mémoire : une pelle mécanique n'est pas un moyen de levage, il est donc interdit d'utiliser cet équipement pour les approvisionnements de matériaux à pied d'œuvre

Les engins doivent évoluer sur des surfaces nivelées et drainées, dont la surcharge est compatible avec le poids de l'engin

GRUES MOBILES / GRUE A TOUR :

Grue à tour avec pilote en cabine non autorisé (DAE à faire)

Attention particulière à apporter du fait de l'exploitation du site : Plateforme aéronautique : se référer aux protocole du site

- Transmission et validation par le Maître d'œuvre préalablement à l'intervention du plan de levage et examen d'adéquation
- Dispositif de communication conforme et efficace (Chef de manœuvre / pilote grue)
- Présence d'un homme trafic pour toutes manœuvres à effectuer
- Pas de présence de personnel présent sous l'emprise des charges à lever
- Dispositifs adéquats de balisage à mettre en place dans l'emprise du levage à réaliser
- Balisage et neutralisation obligatoires des circulations et ouvertures en périphérie et dans l'emprise des manœuvres de levage et/ou de fonctionnement des engins
- Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires (engin et appareils de levage) doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

- Pas de survol des charges en dehors de la zone neutralisée, ni du domaine et autres zones exploités du site

Les grues doivent évoluer sur des surfaces nivelées et drainées, dont la surcharge est compatible avec le poids de l'engin

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

ARTICLE DG.21. - ENGINS DE LEVAGE DE GRANDE HAUTEUR

Au regard des servitudes aéronautiques et radioélectriques, les engins de levage de type grue mobile par exemple, font l'objet d'une autorisation de la base aérienne avant toute intervention. Le titulaire du marché doit fournir en amont au maître d'œuvre, la fiche technique de l'engin ainsi que les coordonnées heures, minutes, secondes de l'emplacement de l'engin sur un plan de la zone.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

l'entreprise titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

- Les déchets sont évacués systématiquement au départ de l'entreprise, à chaque fin de journée et/ou à chaque fin d'intervention
- Un nettoyage hebdomadaire des zones de chantier devra être réalisé, à la charge de **chaque entreprise** dans ses zones d'interventions
- Il est formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.
- **Chaque entreprise** devra fournir à la maîtrise d'ouvrage/maitrise d'oeuvre les BSDA et les récépissés de dépose de tous les autres déchets de son présent lot afin d'assurer leur évacuation dans le respect du cadre réglementaire de traitement des déchets.

NB : Il conviendra à chaque entreprise de se conformer au décret du 18 avril 2002 comportant, d'une part, la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et, d'autre part, la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux."

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets devront être limités, triés et valorisés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservée sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à faibles risques polluants seront réalisé sur rétention.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

Cas d'utilisation de bennes à déchets :

Chaque entreprise aura la charge de la fourniture et de la gestion de ses bennes à déchets

Le renouvellement des bennes à déchets sera effectué aussi souvent que nécessaire sans jamais qu'elles ne débordent

L'emplacement des bennes sera rendu clos et accessible à la reprise

Chaque entreprise assurera l'organisation de la sécurité lors des manœuvres sur l'emprise de la voie public et / ou du site pendant les phases de déposes et reprises des bennes (signalisation, arrêté municipal, présence d'un homme trafic dûment équipé, neutralisation des circulations, déviations...)

Déchets amiantés / contenant du plomb / déchets pollués:

- Les éléments déposés considérés comme contenant de l'amiante et/ou du plomb devront être stockés dans

une zone protégée et signalée (voir ci-dessus) et évacués en centre de traitement spécifique, avec remise des BSD au Maître d'ouvrage

Généralités :

- Les déchets sont évacués systématiquement au départ de l'entreprise, à chaque fin de journée et/ou à chaque fin d'intervention
- Un nettoyage hebdomadaire des zones de chantier devra être réalisé, à la charge de **chaque entreprise**
- Il est formellement interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façades ou depuis des niveaux de planchers, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.
- **Chaque entreprise** devra fournir à la maîtrise d'ouvrage/maitrise d'œuvre les BSDA et les récépissés de dépose de tous les autres déchets de son présent lot afin d'assurer leur évacuation dans le respect du cadre réglementaire de traitement des déchets.

NB : Il conviendra à **chaque entreprise** de se conformer au décret du 18 avril 2002 comportant, d'une part, la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et, d'autre part, la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux."

Agent de propreté :

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.17.4. - BENNES

Pour l'évacuation des gravats et la gestion des déchets, des bennes à bâche sont impérativement mises en place. A charge de chaque lot de gérer ses bennes.

ARTICLE DG.18. - GESTION DES GRAVATS ET DES DECHETS DE CHANTIER

Durant les travaux, l'entrepreneur doit évacuer les matériaux issus des démolitions et les déchets de chantier, à la décharge agréée de son choix et à ses frais.

La gestion de tous les déchets issus du chantier se fait de la façon suivante :

Mise en place et maintien pendant la durée du chantier, de bennes permettant un tri sélectif des matériaux :

- inertes non recyclables (déblais issus des terrassements, béton ...),
- non recyclables (matériaux issus des démolitions, plâtre, appareils sanitaires ...),
- recyclables (cartons, plastiques, métal ...),
- non recyclables incinérables (revêtements de sols, bois ...),
- spéciaux (résidus de peinture, pots de colle ...),
- fourniture d'une notice précisant le mode opératoire de démolition et d'élimination des déchets (indication des filières locales d'élimination et modes opératoires favorables à la valorisation),
- suivi des déchets par bordereaux d'élimination.

Aucun dépôt n'est toléré aux alentours des bâtiments, excepté en conteneurs ou bennes mobiles, enlevés régulièrement en fin de semaine.

A charge de chaque lot de gérer ses bennes.

ARTICLE DG.20. - NETTOYAGE DU CHANTIER

Le titulaire du marché s'assure de la bonne tenue et de la propreté du chantier. Chaque lot et section technique doit après chaque prestation, nettoyer sa zone de chantier. En fin de semaine, la propreté du chantier doit être irréprochable, aucun débris, déchets ou autre n'est toléré."

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise gère et évacue ses déchets, au fur et à mesure de leur production sans jamais procéder à concentration

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.17.4. - BENNES

Pour l'évacuation des gravois et la gestion des déchets, des bennes à bâche sont impérativement mises en place. A charge de chaque lot de gérer ses bennes.

ARTICLE DG.18. - GESTION DES GRAVATS ET DES DECHETS DE CHANTIER

Durant les travaux, l'entrepreneur doit évacuer les matériaux issus des démolitions et les déchets de chantier, à la décharge agréée de son choix et à ses frais.

La gestion de tous les déchets issus du chantier se fait de la façon suivante :

Mise en place et maintien pendant la durée du chantier, de bennes permettant un tri sélectif des matériaux :

- inertes non recyclables (déblais issus des terrassements, béton ...),
- non recyclables (matériaux issus des démolitions, plâtre, appareils sanitaires ...),
- recyclables (cartons, plastiques, métal ...),
- non recyclables incinérables (revêtements de sols, bois ...),
- spéciaux (résidus de peinture, pots de colle ...),
- fourniture d'une notice précisant le mode opératoire de démolition et d'élimination des déchets (indication des filières locales d'élimination et modes opératoires favorables à la valorisation),
- suivi des déchets par bordereaux d'élimination.

Aucun dépôt n'est toléré aux alentours des bâtiments, excepté en conteneurs ou bennes mobiles, enlevés régulièrement en fin de semaine.

A charge de chaque lot de gérer ses bennes.

ARTICLE DG.20. - NETTOYAGE DU CHANTIER

Le titulaire du marché s'assure de la bonne tenue et de la propreté du chantier. Chaque lot et section technique doit après chaque prestation, nettoyer sa zone de chantier. En fin de semaine, la propreté du chantier doit être irréprochable, aucun débris, déchets ou autre n'est toléré."

Les titulaires des lots 01 et 02 prennent à leur charge la mise en place, l'entretien et le repliement des installations spécifiques nécessaires à la nature de leurs travaux.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - DT faites
> DICT à faire par les entreprises
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Démolition, Terrassement-VRD, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.2.4. - RISQUE PYROTECHNIQUE

Une étude historique a été réalisée le 17/06/2015 par la société DEKRA au profit de l'ESID de METZ.

Il en ressort que le site de l'opération se trouve dans une zone à risque élevé de pollution pyrotechnique.

Néanmoins, une évaluation des risques pyrotechniques a été réalisée par le groupe d'intervention NEDEX (GrIN) du ministère des armées. Une note et une attestation indiquent qu'au regard des éléments d'analyse synthétisés, l'autorité militaire considère qu'il n'est pas nécessaire d'ouvrir un chantier de dépollution pyrotechnique au sens du décret 2005-13257 pour la réalisation ces travaux.

Si un engin pyrotechnique devait être découvert pendant les terrassements, les opérations seraient suspendues et le GrIN interviendrait dans le cadre réglementaire des découvertes fortuites de munitions.

Le GrIN a sécurisé, hormis la zone NEDEX qui sera traité prochainement, l'ensemble de la zone de travaux "

"DG.3.3. - SERVITUDES

La base aérienne 113 est soumise aux servitudes suivantes :

-Servitudes aéronautiques de dégagement

-Servitudes radioélectriques contre les obstacles, dues aux installations de l'aérodrome

-Servitudes radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques"

"DG.15.5. - CO-ACTIVITES DANS UNE ENCEINTE MILITAIRE

Les entrepreneurs doivent prendre toutes les dispositions utiles pour ne pas se gêner mutuellement dans l'accomplissement des travaux.

A cet effet, ils doivent systématiquement prendre connaissance, en détail, des conditions d'exécution qui leur sont imposées et si nécessaire, des spécifications contenues dans chaque section technique, de manière à apprécier les charges qui leur incombent particulièrement."

ARTICLE DG.21. - ENGINS DE LEVAGE DE GRANDE HAUTEUR

Au regard des servitudes aéronautiques et radioélectriques, les engins de levage de type grue mobile par exemple, font l'objet d'une autorisation de la base aérienne avant toute intervention. Le titulaire du marché doit fournir en amont au maître d'œuvre, la fiche technique de l'engin ainsi que les coordonnées heures, minutes, secondes de l'emplacement de l'engin sur un plan de la zone. "

Les travaux se déroulent dans l'emprise d'un site militaire en exploitation :

- Présence de personnel du site aux abords de l'accès principal (protections et séparation physiques des accès, zones de travaux à réaliser)
 - Parking /stationnements empruntés par le personnel du site et le public (protections et séparation physiques des accès, zones de travaux à réaliser)
 - Accès au site également utilisé par les services de livraisons, transports divers,... (Protections et séparation physiques des accès, zones de travaux à réaliser)
 - Bâtiment en exploitation = protections incendie et permis feu à observer
 - Bâtiments en exploitation = accès aux services de secours à conserver pendant la durée de l'opération
- > L'ensemble des interventions à réaliser devront prendre en compte l'environnement du chantier, les modes opératoires et le planning devront être établis en rapport avec toutes les sujétions et dispositions de sécurité inclus dans le présent PGC

Attention particulière à apporter du fait de l'exploitation du site : Plateforme aéronautique , vols réguliers : se référer aux protocole du site, notamment pour ce qui concerne l'utilisation de grues mobiles et/ou à tour

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Le Maître d'ouvrage, au moment de la rédaction du présent PGC, n'a pas porté à notre connaissance la présence d'un éventuel autre chantier dans l'emprise ou à proximité de la présente opération

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les travaux s'effectuent dans l'enceinte d'un site militaire en exploitation, le Maître d'œuvre et les Entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires afin que le fonctionnement du chantier ne perturbe pas l'exploitation du site et devront s'assurer qu'aucune intervention ne produise des risques pour le personnel du site et les prestataires. Les travaux devront être effectués pendant les heures propices et de toutes manières depuis l'intérieur de la zone close et indépendante du chantier

Le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître d'ouvrage et/ou l'Exploitant, construit le planning d'interventions en rapport avec l'obligation de réaliser des travaux dans des zones réputées closes et indépendantes (accès, circulations compris) du reste de l'activité du site. Aucune coactivité ne peut être observée entre les intervenants liés aux travaux et le personnel du site

- L'exploitation du site doit être neutralisée pendant la durée des travaux dans les zones closes et indépendantes, jusqu'à leur réception définitive.
- La mise en place des clôtures et/ou les zones à neutraliser pendant la durée des travaux, doit prendre en compte le risque de chute d'éléments en hauteur, la projection au sol du matériel d'élévation le plus haut (cône de chute)
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier (sauf arrêté et organisation préalables)
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en œuvres actuelles,
- Les consignations et déconsignations de réseaux doivent être effectuées AVANT le démarrage de tous travaux dans les emprises concernées, complétée par la mise en place de tous dispositifs interdisant toutes remise en fonction accidentelle et/ou à l'insu du personnel intervenant
- La neutralisation des réseaux dans l'emprise des travaux à réaliser doit être effectuée par une Entreprise dont le personnel est habilité, en pleine connaissance de l'équipement existant (Responsabilité du Maître d'ouvrage) et finalisée par la diffusion d'un PV de neutralisation (consignation) à l'ensemble des intervenants (C-SPS compris)
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du site et des services de sécurité et de maintenance en place
- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud.
- Le plan de prévention de l'établissement doit être porté à la connaissance des intervenants en cas de travaux à l'extérieur des zones closes et indépendantes du chantier (hors mission SPS)

- L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement,
- La voie Pompiers, secours... doit rester libre en permanence,
- Les issues de secours ne doivent pas être entravées (ouvertures + cheminement) par du stockage (même temporaire) de matériel et/ou matériaux
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site, livreurs, entreprises de maintenance, etc . . .
- Les travaux de raccordements des fluides et ventilations, ainsi que les mises sous tensions sont exécutés en dehors des heures d'ouverture de l'établissement,
- Les approvisionnements en matériel / matériaux vers l'intérieur du bâtiment devront être réalisés durant les heures propices (absence du personnel du site, du public...)

Sécurité des personnes :

Chaque entreprise et ses sous-traitants éventuels doivent l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, qu'elles soient de l'entreprise, d'autres entreprises, mais également des occupants et des passants à proximité du chantier. L'entreprise dispose sur ce sujet d'une obligation de résultat, et devra proposer les modes opératoires adaptés.

Chaque entreprise a également le devoir d'alerter si elle constate une anomalie ou un risque quelconque pour les personnes. (Suspicion d'amiante ou plomb non prélevée, risque de chutes, manque de balisage, risques pour les occupants etc....)

Les interventions comprenant un risque de chute en cours d'intervention, comme le remplacement de garde-corps, ou de menuiseries avec allèges, seront anticipées et il sera mis en place préalablement un dispositif de protection collective provisoire ou définitif. Une attention toute particulière sera prévue pour condamner l'accès aux occupants pendant l'intervention.

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Suivant Dispositions générales communes à tous les lots du marché :

"DG.14.1. - MESURES DE PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

Vis à vis des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, il est fait application de l'arrêté du 19 septembre 1977 (J.O. du 15 octobre 1977) contenu dans la brochure 1011 (sécurité contre l'incendie).

L'entrepreneur responsable du marché doit assurer à ses frais, sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier:

- d'un extincteur à mousse, à chaque niveau du bâtiment, efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés,
- d'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

L'entrepreneur doit désigner un responsable assurant à chaque arrêt de travaux, l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

DG.14.2. - MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) doit être précédée de l'autorisation de l'organisme utilisateur par le biais du bureau des maîtrises des risques qui délivre un permis feu chaque semaine.

Au commencement des travaux, le maître d'œuvre indiquera la position du BMR au titulaire afin que ce dernier renouvelle son permis feu chaque semaine.

Un permis feu type demande les indications suivantes :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer.
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.
- Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'Œuvre."

RISQUE Foudre :

- La présence d'intervenants en toiture et la mise en œuvre du paratonnerre et d'antenne sur le toit du bâtiment génère un risque de foudroiement pour le personnel intervenant in situ. Il est nécessaire de décrire les mode opératoire et les mesures de sécurité qui s'imposent, en relation avec l'observation des informations météorologiques pour les périodes d'installation et/ou de présence en toiture : risque orage = pas d'intervention

RISQUE ENGINS DE GUERRE :

La découverte d'engin de guerre reste envisageable, en cas de découverte fortuite, l'entreprise stoppe toute activité sur le chantier, délimite un périmètre (en rapport avec les recommandations de la sécurité civile) et

alerte ou fait alerter :

- L'ensemble des entreprises présentes sur le chantier pour mise à l'écart du risque
- L'autorité compétente (service de déminage) pour intervention
- Le Maître d'ouvrage
- Le C-SPS

Les travaux reprennent après l'autorisation du service de déminage

TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS :

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Aucune présence et/ou coactivité ne doit être observée entre le personnel dédié aux travaux et le personnel du site, le personnel rattaché à la Maîtrise d'ouvrage. Ceci concerne notamment les interventions d'aménagements et/ou équipements non compris au marché, prises de côtes, visites de chantier hors Représentant attitré du Maître d'ouvrage...

Les interventions décrites ci-avant ne doivent être réalisées qu'après réception définitive des travaux (Fin de mission SPS)

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

VISITEURS :

- Le Maître d'ouvrage se réserve l'autorisation de procéder à des visites de chantier par du personnel externe aux travaux (Elus, Presse,...)

Un tel événement devra impérativement être organisé au préalable afin de préparer un cheminement sécurisé pour les personnes non habituées aux risques du chantier

Les visiteurs devront obligatoirement être encadrés par du personnel de chantier en pleine connaissance des zones et interventions à risques qui devront être évités (déviation sécurisée obligatoirement en place)

Les visiteurs devront évoluer dès l'accès au chantier, équipés d'EPI conformes et adaptés, de manière groupée

6.7. Cas particulier

(Sans objet)

7. ORGANISATION DES SECOURS

En cas d'urgence, alerter le SST le plus proche du poste de travail concerné

Procédure P.A.S (Protéger / Alerter / Secourir)

Appeler les Pompiers

Envoyer du personnel à l'entrée de la zone concernée pour guider les secours

Chaque entreprise et ses sous-traitants éventuels devront posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à maintenir fonctionnelle et complète (vérifications régulière). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousse sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des issues de secours et d'évacuations.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent (SST) dont les coordonnées doivent être affichées clairement aux postes de travail et dans le cantonnement (idem pour ce qui concerne les consignes en cas d'urgence)

Les SST doivent être repérable facilement (port du badge sur casque, brassard, logo sur vêtement de travail...)

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'affiche "APPEL EN CAS D'URGENCE" joint au présent PGC, devra être affichée dans les locaux cantonnements

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

Le Coordonnateur SPS devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. L'inspection du travail, la CARSAT et l'O.P.P.B.T.P. devront également être avisés dans les 48 heures.

- Extincteurs à mettre en place dans le chantier : Le nombre d'extincteur et leur composition sera fonction du risque présent et du type de sinistre potentiel.

Les soins aux victimes d'accident ou aux malades sont assurés uniquement par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et des malades graves est assuré uniquement par les services de secours.

Présence en permanence, d'un secouriste minimum par entreprise présente sur le chantier.

Définir les procédures d'organisation des secours :

Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.

4. L'appel

- rester calme / faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile) / donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).

5. Préciser le nombre de victimes, la nature des blessures, ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.

6. Prévoir une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours / ne jamais laisser une victime seule.

- Liste des secouristes (formés ou à former) dans le chantier / Affiche "appel en cas d'accident" à renseigner / Liste du matériel médical existant sur le chantier / Présence de petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone

Appel au secours

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

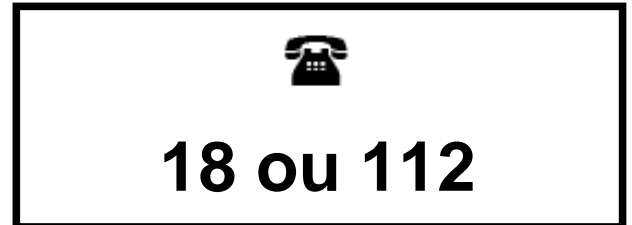
Point de rencontre à matérialiser à l'entrée du chantier : à la charge de **l'entreprise Titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE**

Le point de secours est à définir par le maître d'ouvrage et à intégrer au PIC.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 52/ST DIZIER/ENTREE BASE 113

Adresse : BA 113 52100 ST DIZIER

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Point de rencontre à matérialiser à l'entrée du chantier : à la charge de l'**entreprise Titulaire du LOT 03 - GROS-OEUVRE**

Le point de secours est à définir par le maître d'ouvrage et à intégrer au PIC.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP